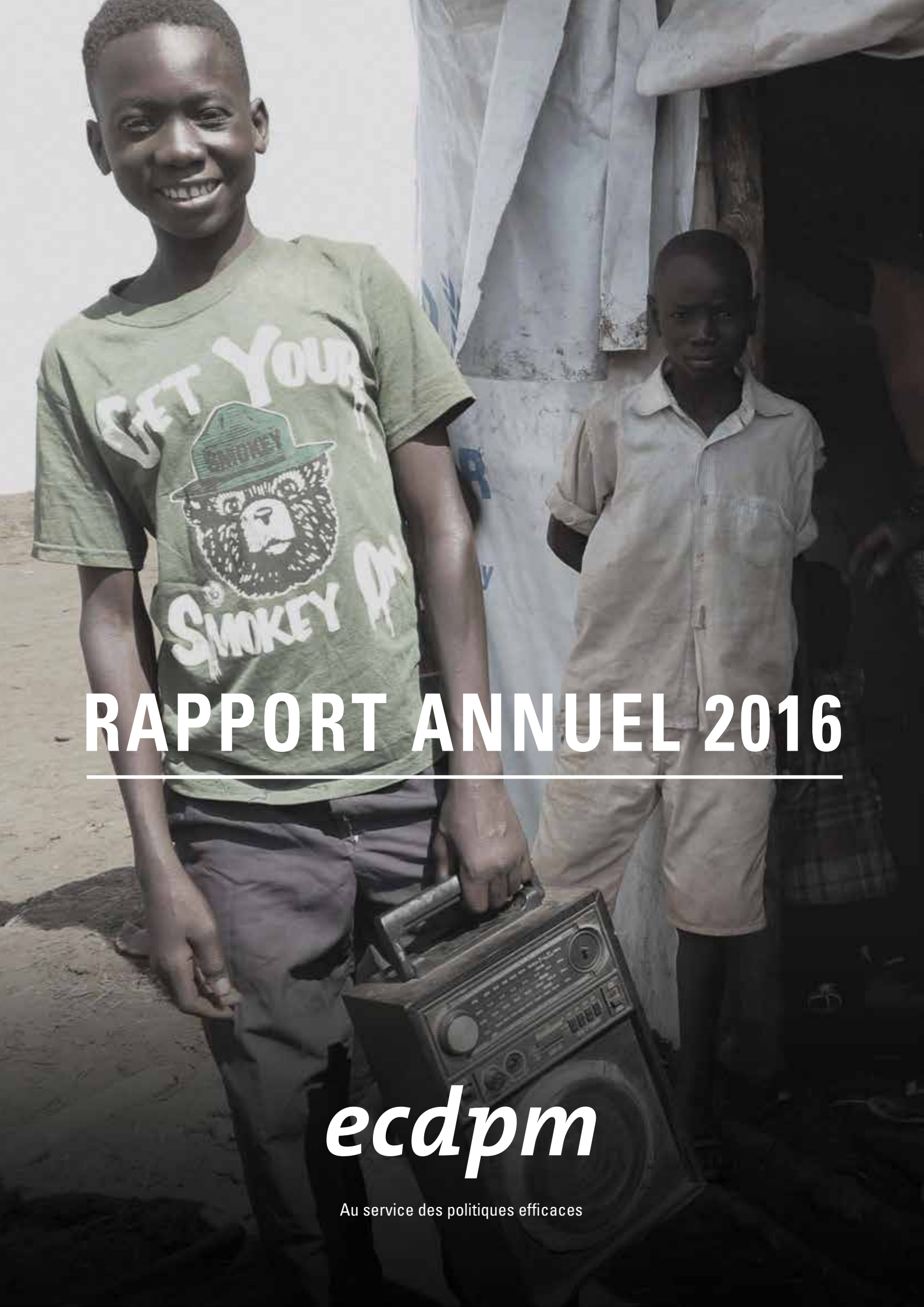




RAPPORT ANNUEL 2016

ecdpm

Au service des politiques efficaces

TABLE DES
MATIÈRES

1	À propos de l'ECDPM
2	Message du président de notre conseil d'administration
2	Message de notre directeur
4	Présentation de notre nouvelle stratégie et de nos nouveaux programmes
6	Notre mode de travail
8	Nos partenaires
42	Programme international pour jeunes spécialistes (YIPP)
44	Appui à l'apprentissage et à la qualité (LQS)
46	Communication
48	Finances
52	Les membres du conseil d'administration et du personnel
54	Durabilité

NOS PROGRAMMES ET REPÈRES DE PROJET EN 2016

10	Repère de projet Un nouveau partenariat ACP-UE : briser les mythes
12	Renforcement de l'action extérieure de l'Europe
15	Repère de projet La réponse de l'Afrique et de l'Europe à la crise des réfugiés
16	Repère de projet La stratégie globale de l'UE : une balise pour l'UE ?
18	Conflits, sécurité et résilience
21	Repère de projet Bilan des interventions de l'Afrique en faveur de la paix et de la sécurité
22	Repère de projet L'UE est-elle outillée pour gérer des crises et des conflits à l'étranger ?
24	Transformation économique et commerce
27	Repère de projet Financement du développement : veiller à ce que les investissements fassent la différence
28	Repère de projet Quels sont les véritables moteurs et freins de l'intégration régionale en Afrique ?
30	Dynamique du changement en Afrique
33	Repère de projet L'évolution des relations entre l'Europe et l'Afrique du Nord
34	Repère de projet Pourquoi certains pays africains tournent le dos à la Cour pénale internationale
36	Sécurité alimentaire
39	Repère de projet Afrique de l'Ouest : Comment la région peut-elle subvenir à ses propres besoins alimentaires ?
40	Repère de projet Légumineuses : le potentiel caché des pois chiches, des lentilles et des haricots

A black and white photograph of a historic European building, likely in Brussels, featuring a statue in the foreground. The building has multiple stories with arched windows and a prominent entrance. The statue is a dark, abstract figure standing on a pedestal. The overall scene is urban and historical.

À PROPOS DE L'ECDPM

Le Centre européen de gestion des politiques de développement (ECDPM) est un centre indépendant de réflexion et d'action œuvrant dans le domaine de la coopération internationale et de la politique de développement en Europe et en Afrique.

Les membres de nos équipes fournissent des études et des analyses, des conseils et un appui concret aux décideurs et aux praticiens en Europe, en Afrique et au-delà, afin de mettre des politiques efficaces au service d'un développement mondial inclusif et durable. Ils rapprochent les parties et coopèrent avec un large éventail de partenaires pour relever le défi de la mise en œuvre de telles politiques.

Au cours des cinq dernières années, le Centre a articulé son action stratégique autour de cinq programmes interdépendants :

- Renforcement de l'action extérieure de l'Europe
- Conflits, sécurité et résilience
- Transformation économique et commerce
- Dynamique du changement en Afrique
- Sécurité alimentaire



Adebayo Olukoshi
PRÉSIDENT DU CONSEIL
D'ADMINISTRATION



Plus que jamais, nous avons besoin de dialogues soigneusement structurés pour aborder les questions d'intérêt mutuel et parvenir à des solutions novatrices et équitables.



Ewald Wermuth
DIRECTEUR

MESSAGE DU PRÉSIDENT DE NOTRE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Deux mille seize a été à tout point de vue une année capitale dont l'histoire retiendra les surprises politiques majeures qui l'ont jalonnée. Si, à l'heure d'écrire ces lignes, ces événements ne sont pas encore totalement digérés et si leur véritable signification pour la politique et la gouvernance du monde fait débat, tout porte néanmoins à croire qu'ils auront de profondes répercussions sur le système international.

La tragédie humaine née de la guerre en Syrie et manifestée par les milliers de réfugiés qui traversent la Méditerranée a mis en évidence l'importance cruciale d'une coopération et d'un dialogue solides au plan international. Parallèlement toutefois, une nouvelle vague de populisme conteste l'idée d'une mondialisation et les rouages du système multilatéral. Cette situation conduit à penser que nous avons plus que jamais besoin de dialogues soigneusement structurés pour aborder les questions d'intérêt mutuel et parvenir à des solutions novatrices et équitables.

C'est très précisément là que l'ECDPM trouve sa place. Comme le montre le rapport ci-après, le Centre a collaboré tout au long de l'année avec un large éventail d'acteurs du monde entier afin de mieux comprendre leurs points de vue respectifs et de les rapprocher de ceux d'autres parties concernées. S'appuyant à la fois sur ses valeurs et principes fondamentaux et sur les orientations d'un conseil d'administration très impliqué, l'ECDPM peut s'enorgueillir d'avoir donné un véritable sens à son rôle d'intermédiaire honnête.

Le Centre entame en 2017 un nouveau cycle de planification stratégique et son rôle d'intermédiaire s'annonce plus important que jamais à l'heure où, partout dans le monde, les dirigeants se trouvent confrontés sans cesse à de nouvelles incertitudes. ■

MESSAGE DE NOTRE DIRECTEUR

Nous avons clôturé fin 2016 une année qui fut mouvementée pour le monde et ses citoyens, mais aussi pour l'ECDPM. Et j'ai été particulièrement impressionné que notre organisation soit parvenue, en dépit d'un climat d'incertitude généralisé, à réaliser la plupart de ses objectifs à l'aube de son trentième anniversaire.

Notre grande priorité a été l'élaboration d'une nouvelle vision stratégique quinquennale pour 2017–2021. Une évaluation externe indépendante nous a incités à élargir nos ambitions dans la perspective des objectifs mondiaux de développement durable. Nous avons relevé ce défi. Notre nouvelle stratégie s'appuie sur les nombreuses contributions que l'ECDPM a déjà apportées aux processus de développement dans le cadre des institutions de l'UE et en dehors de celles-ci, mais elle trace également les pistes qui permettront de valoriser la confiance d'un éventail de plus en plus large d'institutions africaines à notre égard.

Cette démarche se traduit par une réorientation de la nouvelle stratégie en faveur des relations Europe-Afrique et par une inclusion à part entière de l'Afrique du Nord dans notre couverture géographique du continent africain. La stratégie insiste une nouvelle fois sur les acteurs européens nationaux ainsi que sur les facteurs qui influencent les débats appelés à façonner, en définitive, l'action



L'ECDPM publie des analyses politiques et des études, mais il va plus loin. Notre objectif a toujours été et restera l'intermédiation dans les domaines de la coopération et des partenariats pour favoriser le changement.

extérieure de l'UE. En d'autres termes, notre nouvelle stratégie s'oriente à l'extérieur vers l'ensemble du continent africain et témoigne à l'intérieur d'une conscience accrue de l'évolution des priorités politiques des différents États membres de l'UE.

Notre focalisation est l'une des spécificités qui, parmi d'autres, nous différencient d'organisations homologues. L'ECDPM publie des analyses politiques ainsi que des études, mais il va plus loin. L'objectif du Centre a toujours été et restera toujours l'intermédiation en vue d'instaurer une coopération et des partenariats porteurs de changement. Notre nouvelle stratégie définit des voies cohérentes de changement pour chacun de nos axes de travail, lesquelles orienteront plus efficacement notre programmation tout en lui conservant suffisamment de flexibilité si des ajustements devaient s'avérer nécessaires. Notre responsabilisation à l'égard de notre gouvernance, de nos bailleurs de fonds et de nos partenaires, des différentes parties prenantes et du public en général s'en trouvera accrue.

L'année a également été marquée par une inquiétude croissante face à l'abaissement des niveaux d'aide publique au développement (APD) alors que l'on assiste, dans le même temps, à des souffrances humaines inacceptables et à la persistance d'une pauvreté et d'une pénurie alimentaire obstinément élevées. L'abandon du principe consacrant 0,7 % du produit national brut aux dépenses de développement ne constitue apparemment plus un tabou politique, y compris parmi ses défenseurs de longue date au sein de l'Union européenne. Or, si nous voulons venir en aide aux populations dans le besoin et préserver une planète saine pour les générations futures tout en assurant la sécurité et une économie compétitive à l'intérieur des frontières nationales, nous ne pouvons tout simplement pas nous permettre de réduire nos budgets de développement.

Les turbulences politiques et la baisse de niveau de l'APD ont eu, de toute évidence, des répercussions sur l'action de l'ECDPM. Le vote en faveur du Brexit nous a poussés à développer une nouvelle relation avec nos partenaires britanniques (DFID entre autres) et des pressions croissantes ont été exercées sur le financement octroyé par plusieurs de nos partenaires institutionnels. Je me réjouis donc tout particulièrement que le ministère néerlandais des affaires étrangères ait décidé de maintenir son financement. Ce socle solide nous permet non seulement d'assurer la continuité de notre action mais également d'étendre celle-ci à de nouveaux partenaires et de remplir notre mission ultime : faire des objectifs mondiaux une réalité pour tous. ■

CHANGEMENTS AU SEIN DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le conseil d'administration et le personnel de l'ECDPM ont le plaisir d'accueillir Ruth Jacoby, ex-directrice générale de la coopération au développement international (ministère suédois des affaires étrangères), en tant que nouveau membre du conseil d'administration.

Lennart Wohlgemuth, président par intérim et membre de longue date du conseil d'administration, Theo Jeurissen et Nana Bema Kumi, membres du conseil, ont démissionné cette année. Nous les remercions de leurs longues années de service, de dévouement et d'engagement exceptionnels. ■

PRÉSENTATION DE NOTRE NOUVELLE STRATÉGIE ET DE NOS NOUVEAUX PROGRAMMES

Nous avons publié fin 2016 notre nouvelle stratégie quinquennale, laquelle traduit notre ambition de rester un centre européen de réflexion et d'action de premier plan pour l'étude de solutions mondiales durables en matière de développement. Elle précise de quelle manière nous prévoyons de nous positionner efficacement dans le cadre d'une coopération internationale en rapide mutation et de concrétiser notre engagement en faveur de politiques efficaces.

NOUVEAUTÉS DE NOTRE STRATÉGIE

Les conclusions de l'évaluation tant interne qu'externe de la performance du Centre au cours des cinq années écoulées nous ont incités à développer une stratégie s'inscrivant dans la continuité des résultats déjà obtenus. Mais nous n'en sommes pas moins conscients qu'une nouvelle stratégie doit être tournée vers l'avenir et veiller à notre capacité d'adaptation afin que le Centre reste un acteur crédible et efficace sur une scène mondiale complexe et en rapide mutation. Notre stratégie 2017-2021 introduit donc des priorités nouvelles ainsi que certains changements dans la manière dont nous nous organisons pour obtenir des résultats. Par exemple :

- Tout en maintenant notre engagement à l'égard de la coopération entre l'UE et le groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), nous donnerons la priorité aux relations Europe-Afrique. Nous intégrerons pleinement, en outre, l'Afrique du Nord dans notre couverture géographique.
- Nous veillerons à intégrer plus systématiquement dans nos divers axes de travail des dimensions transversales telles que le genre, la sensibilité culturelle, la durabilité environnementale, la cohérence des politiques au service du développement et l'analyse d'économie politique.
- L'ensemble de notre travail sera guidé à l'avenir par des théories du changement et un cadre révisé des résultats dans le but de consolider notre orientation sur les résultats et d'optimiser notre impact sur le développement.
- Quatre nouveaux domaines d'impact associés à l'agenda 2030 pour le développement durable orienteront toutes nos activités. ■



01



Des cadres et des outils efficaces de coopération internationale face aux défis mondiaux

02



Des institutions publiques légitimes et responsables, et des sociétés engagées

03



Des sociétés pacifiques fondées sur l'État de droit, la cohésion sociale et la dignité humaine

04



Une transformation économique durable s'accompagnant d'une prospérité partagée et d'emplois décents



QUATRE DOMAINES D'IMPACT : NOTRE CONTRIBUTION AUX OBJECTIFS MONDIAUX

La stratégie 2017–2021 de l'ECDPM intègre quatre domaines d'impact qui s'avèrent indispensables pour faire progresser l'agenda pour le développement durable et qui jouent un rôle majeur dans les relations Afrique-Europe. Ceux-ci sont représentés sur la page précédente.

En œuvrant à des transformations dans ces quatre domaines, nous contribuerons directement aux objectifs mondiaux de l'agenda 2030 pour le développement durable et plus particulièrement à ses objectifs 2 (faim « zéro »), 8 (travail décent et croissance économique), 10 (réduction des inégalités), 16 (paix, justice et institutions solides) et 17 (partenariats en vue du développement durable).

Nos activités contribueront en outre de façon indirecte aux objectifs mondiaux 1 (élimination totale de la pauvreté),

5 (égalité des sexes), 9 (industrie, innovation et infrastructure), 12 (consommation et production responsables), 13 (mesures contre le changement climatique) et 15 (écosystèmes terrestres).

NOS NOUVEAUX PROGRAMMES

Durant la période couverte par notre nouvelle stratégie, nous articulerons notre action autour de cinq programmes interdépendants :

- Affaires extérieures européennes
- Institutions africaines
- Sécurité et résilience
- Migration
- Transformation économique et agricole

Pour en savoir plus à propos de notre nouvelle stratégie et de nos nouveaux programmes, n'hésitez pas à consulter les pages ecdpm.org/strategy et ecdpm.org/programmes de notre site. ■

NOTRE MODE DE TRAVAIL

L'atout maître de l'ECDPM réside dans son approche du travail. Nous nous désignons comme un « centre de réflexion et d'action » parce que nous dépassons la recherche et l'analyse pour agir en qualité de conseillers et de rassembleurs, et pour relever les défis inhérents à la mise en œuvre des politiques en collaborant activement avec nos partenaires.

Faire évoluer les politiques pour faire progresser le développement est un processus qui s'inscrit dans la durée. Aussi prenons-nous un engagement à long terme auprès de décideurs, de conseillers, de praticiens, de milieux universitaires, de la société civile et du secteur privé afin de réussir ensemble le changement au fil du temps. La scène politique évolue rapidement et les avancées dépendent le plus souvent de toute une série de facteurs et d'acteurs. Notre tâche est d'anticiper en nous fondant sur des analyses approfondies de ce qui pourrait entraver ou impulser le changement – sans éluder les contraintes et incitations politiques.

L'indépendance est une autre caractéristique de notre mode de travail. La flexibilité de notre financement nous permet de préserver une autonomie opérationnelle. Notre approche est non partisane : nous ne sommes pas là pour défendre un intérêt particulier – hormis celui des membres les plus vulnérables de la société. ■

1

NOTRE ACTION



Nous procédons à des recherches et des analyses



Nous offrons des services de conseil



Nous rapprochons les parties

Faten Aggad (ECDPM) préside un panel sur la coopération entre l'UE, la Chine et l'Afrique, organisé par la Fondation Konrad Adenauer à Bruxelles, Belgique. Photo de la Fondation Konrad Adenauer.

2

RÉSULTATS DE NOTRE ACTION

Les discussions et processus stratégiques sont mieux étayés

Des partenariats stratégiques se créent entre acteurs des processus concernés

ECDPM

Toute personne concernée par les enjeux des discussions et processus stratégiques y participe

Un éventail élargi d'options concrètes est proposé lors des discussions et processus stratégiques

Tous les participants aux discussions et processus stratégiques sont sur pied d'égalité en termes de connaissances et de capacités

3

IMPACT DE NOTRE ACTION À LONG TERME

- ✓ Davantage fondées sur des éléments factuels, les politiques sont réalistes et liées à la pratique
- ✓ Le fossé se comble entre l'objectif des politiques et leur impact réel sur le terrain
- ✓ Les politiques relevant de pays, d'acteurs et de domaines différents opèrent en harmonie
- ✓ Les politiques ont davantage d'impact sur la sécurité alimentaire, la paix et la sécurité, la transformation économique et la gouvernance
- ✓ La coopération générale entre l'Europe et l'Afrique, les Caraïbes et le Pacifique s'est améliorée

NOS PARTENAIRES

« Les efforts conjugués parviennent à des résultats que des actions individuelles non coordonnées n'obtiendront jamais. »



Geert Laporte
DIRECTEUR ADJOINT

Aucune organisation ni institution ne pouvant engendrer seule le changement, les partenariats sont la pierre angulaire de notre mode d'action. Les partenaires inspirent de nouvelles idées et permettent un échange systématique d'expériences et de bonnes pratiques.

Mais il s'avère surtout que des efforts conjugués parviennent à des résultats que des actions individuelles non coordonnées n'obtiendront jamais.

Seuls des partenariats permettront d'atteindre les nouveaux objectifs mondiaux de développement

durable à l'horizon 2030. Face aux défis globaux, les pays n'ont d'autre choix que de travailler ensemble. Il nous faudra négocier des intérêts communs et concurrents ; conclure des accords politiques ; et veiller à la mise en place d'une réglementation adéquate. Cette tâche extrêmement complexe ne peut être menée qu'au travers d'un dialogue et d'une action conjointe.

L'ECDPM collabore avec un large éventail de partenaires. Ceux-ci confèrent davantage de valeur à notre travail et nos propres apports valorisent le travail réalisé par d'autres. Nous mettons également nos partenaires en relation en vue d'impulser entre eux une collaboration stratégique dans la poursuite de buts communs. ■

*Intéressé par un partenariat avec l'ECDPM ?
N'hésitez pas à prendre contact avec Geert Laporte
via ecdpm.org/people.*

NOTRE RÉSEAU



20 857

personnes appartenant à
17 912 organisations dans
le monde



49,5 %
en Europe



36,3 %
en Afrique (plus 5,5 %
dans les Caraïbes et
le Pacifique)



30,4 %
société civile



35,9 %
gouvernement



17,1 %
intergouvernemental



6,1 %
secteur privé

NOS PRINCIPAUX PARTENAIRES EN 2016

Nos partenaires sont des gouvernements, des organisations internationales, des groupes de réflexion, des universités et des acteurs sociaux et économiques du monde entier. Nous incluons délibérément des organisations qui exercent leur activité dans des domaines à la frontière du développement mais qui ont sur celui-ci un impact croissant. On peut citer parmi ces domaines l'économie et les affaires étrangères, le commerce, la défense, l'extraction minière et les ressources naturelles, l'environnement et le changement climatique.

PARTENAIRES INSTITUTIONNELS

Agence de développement autrichienne (ADA)
Agence suisse pour la coopération et le développement (SDC)
Irish Aid
Ministère belge des affaires étrangères
Ministère danois des affaires étrangères
Ministère finlandais des affaires étrangères
Ministère luxembourgeois des affaires étrangères et européennes
Ministère néerlandais des affaires étrangères
Ministère suédois des affaires étrangères

PARTENAIRES DE PROGRAMMES

Ministère britannique du développement international (DFID)

INSTITUTIONS INTERNATIONALES

Agence de planification et de coordination du NEPAD (Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique)
Banque africaine de développement
Banque européenne d'investissement (BEI)
Banque mondiale
Commission de l'Union africaine
Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CENUA)
Commission européenne
Communautés économiques régionales (CER) d'Afrique et en particulier le COMESA (Marché commun de l'Afrique orientale et australe), la CEDEAO (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest) et la SADC (Communauté de développement de l'Afrique australe)
Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et son Centre de développement
Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)
Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI)
Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), Bureau régional pour l'Afrique
Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE)
Secrétariat et Comité des Ambassadeurs ACP
Service européen pour l'action extérieure (SEAE)

PARTENAIRES STRATÉGIQUES

Africa Center for Economic Transformation (ACET)
African Studies Centre Leiden

Centre régional Levy Mwanawasa pour la démocratie, la bonne gouvernance, les droits de l'homme et l'éducation citoyenne

Fondation pour la recherche économique et sociale (ESRF)

Institut sud-africain des affaires internationales (SAIIA)

Institute for Security Studies (ISS)

Institute for Peace and Security Studies (IPSS)

Instituto Marqués de Valle Flôr (IMVF)

International Food Policy Research Institute (IFPRI)

Organisations régionales d'agriculteurs en Afrique, et en particulier l'EAFV (Fédération des agriculteurs d'Afrique orientale), le FANRPAN (Food, Agriculture and Natural Resources Policy Analysis Network), le ROPPA (Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest) et la SACAU (Confédération des syndicats agricoles d'Afrique australe)

Woord en Daad

LIENS DE COLLABORATION AVEC

African Centre for the Constructive Resolution of Disputes (ACCORD)

Agence coréenne de coopération internationale (KOICA)

Agence japonaise de coopération internationale (JICA)

Association pour le renforcement de la recherche agricole en Afrique de l'Est et du Centre (ASARECA)

ATOS

Center for Global Development (CGD)

Centre africain pour le commerce, l'intégration et le développement (CACID)

Centre africain pour le développement des ressources minérales (AMDC)

Centre for the Analysis of Regional Integration at Sussex (CARIS)

Centre pour la participation citoyenne au sein de l'Union africaine (CCP-AU)

Centre d'études, de documentation et de recherche économiques et sociales (CEDRES)

Centre des études méditerranéennes et internationales (CEMI)

Centre satellitaire de l'Union européenne (SatCen)

Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA)

CUTS International

Deutsche Gesellschaft für internationale Zusammenarbeit (GIZ)

Fair Trade Advocacy Office (FTAO)

Forum économique mondial (FEM)

Fraunhofer-Gesellschaft

Friedrich-Ebert-Stiftung (FES)

Graduate School of Development Policy and Practice (Université du Cap)

Groupe ODYSSEE

Institut d'études de sécurité de l'Union européenne (EUISS)

Institut de recherche économique agricole, Université de Wageningen

Institut français des relations internationales (IFRI)

Institut international de recherche sur l'élevage (ILRI)

Institut italien des affaires internationales (IAI)

Institut mondial des ressources (WRI)

Institute of Development Studies (IDS) (Université du Sussex)

Konrad-Adenauer-Stiftung (KAS)

Organisation néerlandaise de recherche scientifique appliquée (TNO)

Oxfam International

Partos

Particip GmbH

Saana Consulting

Schuman Associates

The Broker

The Expert Group for Aid Studies (EBA) (Suède)

Université de Louvain (KU Leuven)

RÉSEAUX ET PLATEFORMES

Association européenne des instituts de recherche et de formation en matière de développement (EADI)

Bureau européen de liaison pour la construction de la paix (EPLO)

European Think Tanks Group (ETTG) comprenant, outre l'ECDPM, l'Institut allemand de développement (DIE), l'Overseas Development Institute (ODI) et l'Institut de développement durable et des relations internationales (IDDRI)

Partenariat mondial pour la prévention des conflits armés (GPPAC)

Plateforme néerlandaise de connaissances sur l'alimentation et la sécurité nutritionnelle (F&BKP)

Plateforme néerlandaise de connaissances sur les politiques de développement inclusif (INCLUDE)

Plateforme néerlandaise de connaissances sur la sécurité et l'état de droit

Réseau européen des fondations politiques (ENoP)

UN NOUVEAU PARTENARIAT ACP-UE : BRISER LES MYTHES

L'UE et le groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) régissent leurs relations depuis 1975 au travers d'une succession d'accords de partenariat – le plus récent étant l'accord de partenariat de Cotonou, qui viendra à échéance en 2020. Les négociations officielles en vue d'un nouveau partenariat ne démarreront qu'en 2018, mais l'avenir des relations ACP-UE suscite de vifs débats depuis plusieurs années déjà.

D'importantes divergences de vues se sont manifestées au sein de l'UE et dans certaines parties des ACP à propos de la poursuite du partenariat et, tandis que l'échéance de l'accord de Cotonou approche lentement, des questions de plus en plus fondamentales sont soulevées concernant les avantages de ce dernier et son efficacité dans un monde qui s'est tellement transformé au cours des vingt dernières années.

L'accord de Cotonou traduit-il de façon adéquate le passage de modalités relevant essentiellement de l'aide à des partenariats mutuellement profitables ? Son alignement au cadre du nouvel agenda 2030, lequel vise à rompre les arrangements Nord-Sud traditionnels, est-il possible ? L'accord actuel a-t-il atteint ses objectifs ? Des partenariats distincts entre l'UE et chacune des trois régions ACP seraient-ils plus efficaces, étant donné les changements profonds qu'elles ont connus, leur diversité géographique et la distance qui les sépare ? Autant de questions essentielles qui ont été négligées et laissées sans réponse pendant longtemps.

L'ACTION DE L'ECDPM

L'ECDPM entretient depuis sa fondation en 1986 d'étroites relations avec des acteurs du côté ACP et du côté de l'UE. Nous avons entrepris en 2016 une analyse d'économie politique approfondie des acquis de l'accord de Cotonou et de son impact réel sur le terrain. Nous nous sommes penchés sur les rapports de force, sur les intérêts économiques et politiques et sur les motivations et l'accompagnement politique de ce cadre de coopération de longue date. Les conclusions font assurément réfléchir.

En complément de cette analyse, nous avons publié une étude portant sur quatre scénarios de partenariat futur. Fournissant l'un et l'autre une base d'éléments factuels, ces travaux ont contribué à orienter le débat vers des scénarios axés sur les intérêts, réalistes et viables pour l'avenir au profit de toutes les parties concernées. ■

POINTS CLÉS DE 2016

- Notre analyse d'économie politique de l'accord de partenariat de Cotonou a été critiquée par certains, et très appréciée par d'autres. Elle est rapidement devenue la publication la plus téléchargée au cours de l'année et elle a figuré dans plusieurs médias un peu partout dans le monde. Ainsi par exemple, Devex a conclu que notre rapport « a corsé le processus formel ». Plusieurs institutions officielles, ONG et universitaires d'Europe et d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique en ont demandé des exemplaires sur papier.
- Nous avons été invités, dans le cadre de la présidence néerlandaise de l'UE, à prendre la parole à Amsterdam devant le conseil européen informel des ministres des affaires étrangères/du développement – une invitation inhabituelle pour un groupe de réflexion. Le rapport de la réunion indique que notre exposé a « brisé plusieurs mythes à propos du partenariat ACP-UE ».
- Notre analyse a servi de lecture de base à un débat au parlement néerlandais en présence de la ministre en charge du développement, Lilianne Ploumen, et a été cité à plusieurs reprises durant les travaux. Le ministre allemand des affaires étrangères a utilisé certains volets de l'étude pour briefer ses hauts fonctionnaires, et nous avons été invités à présenter l'étude aux ministres danois, suédois et tchèque des affaires étrangères. Nous avons présenté plus tard dans l'année, en Autriche, notre document consacré aux scénarios dans le cadre d'un débat à huis clos réunissant des représentants du ministère autrichien des affaires étrangères et d'autres parties prenantes gouvernementales.
- Notre analyse d'économie politique a été présentée à l'occasion d'une réunion du groupe de travail ACP du Conseil de l'UE et devant le comité de suivi ACP-UE du Comité économique et social européen (CESE). Elle a également servi de document de référence à la commission parlementaire mixte ACP-UE. Nous avons aussi présenté ce travail au Comité des Ambassadeurs ACP et à la Commission de l'Union africaine (UA).
- Nous avons été parmi les premiers à analyser la communication publiée en novembre par la Commission européenne à propos d'un futur partenariat avec les pays ACP. Nos premières conclusions ont été examinées plus tard dans le mois par le Conseil Affaires étrangères de l'UE.

Pour en savoir plus à propos de notre travail en matière de relations ACP-UE ou contribuer au débat, n'hésitez pas à consulter la page ecdpm.org/ACPEU de notre site ou à prendre contact avec Geert Laporte, Jean Bossuyt ou Alfonso Medinilla via ecdpm.org/people.



Geert Laporte (ECDPM) présente les résultats du projet PERIA à la Commission de l'Union africaine à Addis-Abeba, Éthiopie. Photo de l'Union africaine.



Andrew Sherriff (ECDPM) en conversation
avec des agriculteurs à Muzaffargarh
District, Pakistan.
Photo de Matthieu Zamecnik.

LE SAVIEZ-VOUS ?



... le coût de la protection des
demandeurs d'asile en Europe
a très fortement augmenté : de
3,3 milliards d'euros en 2014 à
8,6 milliards en 2015,
selon l'OCDE.



... l'UE s'est engagée à consacrer
0,7 % de son revenu national
brut (RNB) à l'aide publique au
développement (APD), mais les
dépenses européennes au titre
de celle-ci ont représenté 0,4 %
à peine du RNB en 2015.



RENFORCEMENT DE L'ACTION EXTÉRIEURE DE L'EUROPE

Andrew Sherriff, responsable de programme :
notre action et sa raison d'être

Nos domaines de compétence :

les institutions de l'UE, la mise en œuvre de la politique européenne de développement, la paix et la sécurité, la stratégie conjointe Afrique-UE (SCUA), l'accord de partenariat de Cotonou, l'agenda 2030, la stratégie globale de l'UE, la politique de voisinage de l'UE, la cohérence des politiques au service du développement (durable), les migrations, la programmation, la programmation conjointe, la sensibilité culturelle

“

Merci d'avoir pris part à notre séance d'information sur le financement mondial et la politique de développement de l'UE. Je suis convaincu que les participants ont tiré profit de votre analyse des tendances qui façonnent actuellement les actions européennes dans le domaine du développement.

**Membre du
Parlement européen**

L'UE est appelée à gérer une série de problèmes dans son environnement immédiat tout en voulant participer plus activement à la recherche de solutions aux problèmes du développement mondial. Elle doit impérativement mener une action extérieure cohérente et efficace pour relever ce défi et atteindre ses objectifs. Mais la tâche est loin d'être aisée. Nous soutenons les institutions et les États membres de l'UE pour la mener à bien sans éluder pour autant la réflexion et l'analyse critiques nécessaires à la responsabilisation des institutions et des gouvernements.

Nous proposons des analyses indépendantes des politiques étrangères de l'UE qui ont – ou sont susceptibles d'avoir – une incidence sur le développement mondial. Nous étudions aussi les instruments et systèmes destinés à mettre ces politiques en œuvre ainsi que leur fonctionnement pratique. Nous constatons ce qui fonctionne bien et ce qui pourrait être amélioré – et contribuons à l'apport de changements constructifs.

Principalement focalisées sur les relations Afrique-UE et ACP-UE, nos activités aident l'UE et ses États membres à intégrer les réalités des pays en développement dans leur réflexion. Réciproquement, nous aidons nos partenaires à mieux comprendre le fonctionnement de l'UE et de ses institutions ainsi que la manière dont les politiques et instruments européens influencent la dynamique à l'intérieur de leurs propres frontières nationales.



LES ENSEIGNEMENTS DE L'ANNÉE

Les succès à notre actif

Nous avons atteint deux objectifs stratégiques : l'intensification de nos travaux de recherche et d'analyse des politiques en Afrique et en Europe, et un rapprochement entre la réflexion indépendante et les attentes de nos partenaires.

Les améliorations possibles

Faire progresser le développement mondial au-delà de l'aide réclame de l'innovation, des partenariats et des ressources adéquates. Tout en étant déjà particulièrement bien placés pour conjuguer les compétences et connaissances de diverses communautés d'expertise, nous devons aller plus loin, par exemple en créant des programmes dérivés en matière de migration et en privilégiant des méthodes respectueuses des cultures.

POINTS CLÉS DE 2016

Découvrez l'ensemble de nos publications et événements 2016 sur ecdpm.org/eaaction/2016.

JANVIER



L'ECDPM a reçu la visite de chercheurs membres du groupe malien de réflexion ODYSSEE dans le cadre d'un projet d'échange d'une année. À titre de réciprocité, deux chercheurs du Centre se sont rendus au Mali en octobre. Cet échange nous a permis de mieux comprendre la dynamique dans la région du Sahel et de donner à nos homologues maliens un aperçu de la politique européenne de développement.



MAI



À l'occasion d'une formation dispensée à l'Institut Clingendael pour les relations internationales (Pays-Bas), nous avons exposé à des diplomates ouest-africains les politiques de l'UE liées au Sahel et à l'Afrique de l'Ouest afin de leur faire mieux comprendre l'engagement européen en Afrique.

JUIN



Nous avons publié une suite à notre analyse indépendante de 2015 sur la programmation par pays établie par l'UE au titre du 11e Fonds européen de développement : ce deuxième volet, axé cette fois sur la programmation régionale, est rapidement devenu – comme le précédent – une référence clé qui a désormais sa place dans les bibliothèques à l'intérieur même de la Commission européenne.



Nous avons animé, lors des journées européennes du développement 2016, une session consacrée à la nouvelle stratégie de l'UE en matière de relations culturelles internationales. Le même mois, notre note d'information sur le rôle de la culture dans la politique de développement et l'action extérieure de l'UE a alimenté les débats sur ce thème au sein des institutions de l'UE et des États membres.

AOÛT



Nous avons rejoint le Migration Strategy Group (MSG) à l'invitation de ses fondateurs (Robert Bosch Stiftung, Bertelsmann Stiftung et Fonds Marshall allemand (États-Unis)). Durant les deux prochaines années, ce groupe apportera sa contribution et son soutien à l'Allemagne qui coprésidera en 2017 le Forum mondial sur la migration et le développement.

SEPTEMBRE



Nous avons participé à des débats publics et à des consultations informelles avec le Service européen pour l'action extérieure (SEAE), la Commission européenne et le Comité économique et social européen (CESE) concernant la proposition de réexamen du consensus européen pour le développement, document qui fixe le cap de la coopération européenne au développement. Nous avons également fait part dans un article pour EurActiv de l'un des seuls points de vue critiques indépendants concernant ce processus.



OCTOBRE



Suite à notre analyse des conséquences du Brexit pour les Caraïbes, nous avons été invités à prendre la parole au Parlement européen devant la commission parlementaire mixte ACP-UE « Affaires politiques ». Cette réunion nous a donné l'occasion d'informer ladite commission des répercussions que le Brexit pourrait avoir sur les relations ACP-UE.



Nous avons fait aux membres des commissions « développement » et « budgets » du Parlement européen un exposé consacré à l'évolution du contexte dans lequel s'inscrit le financement européen du développement.



Nous avons organisé au ministère néerlandais des affaires étrangères (La Haye), en collaboration avec l'European Think Tanks Group, un débat public auquel a participé le commissaire européen pour la coopération internationale et le développement, Neven Mimica. Celui-ci a exposé son projet de réexamen du consensus européen pour le développement et demandé à des représentants de la communauté néerlandaise du développement ainsi que du secteur privé de faire part de leur vision de l'avenir de la coopération européenne au développement. Les participants, les membres du panel et le commissaire lui-même ont salué la qualité et la franchise de la discussion, animée par Kathalijne Buitenweg, ex-députée européenne.

NOVEMBRE



Nous avons organisé à l'intention de fonctionnaires des institutions de l'UE plusieurs sessions de formation consacrées à la diplomatie économique et culturelle. Nous avons été invités dans la foulée à aider ces institutions à mettre en œuvre en 2017 la stratégie globale de l'UE pour la politique étrangère et de sécurité. Nous avons consacré tout au long de l'année une série de blogs et de publications aux implications de cette nouvelle stratégie (voir également en page 16).



DÉCEMBRE



Notre article sur l'approche de partenariat de l'UE en matière de migration avec des pays africains a été publié dans plusieurs journaux africains parmi lesquels *Le Confident* (République centrafricaine), *Mutations* (Cameroun), *L'Autre Quotidien* (Bénin), *Le Pays* (Burkina Faso), *Les Échos* (Mali) et *Addis Fortune* (Éthiopie).



Nous avons achevé l'étude cartographique des stratégies internationales de coopération au Sahel, commanditée par les Nations unies et conjointement réalisée avec l'ISS (Institute for Security Studies). Nous avons ensuite présenté l'étude à la Plateforme ministérielle de coordination des stratégies Sahel, placée sous la direction des Nations unies, de l'Union africaine et du Tchad.



Nous appuyant sur des initiatives locales, nous avons aidé la délégation de l'UE au Maroc à élaborer une stratégie innovante de lutte contre la radicalisation.

LA RÉPONSE DE L'AFRIQUE ET DE L'EUROPE À LA CRISE DES RÉFUGIÉS

La crise mondiale des réfugiés reste une préoccupation centrale dans de nombreuses régions du monde. L'Europe s'est de nouveau trouvée confrontée en 2016 à un nombre considérable de réfugiés et de migrants clandestins, et cette situation y a régulièrement suscité de vifs débats entre responsables de l'élaboration des politiques, de même que dans les médias et les familles. Mais la question des réfugiés et des migrations est-elle aussi brûlante en Afrique, qui accueille beaucoup plus de réfugiés et de migrants clandestins que l'Europe ?

Une proportion importante des réfugiés et des migrants clandestins arrivent en Europe en provenance ou via des pays africains – raison pour laquelle l'Europe se tourne souvent vers l'Afrique pour s'attaquer aux causes sous-jacentes de ces mouvements clandestins. Les deux continents ont collaboré pour trouver une solution à la crise actuelle, mais les avancées sont restées lentes. Si les facteurs à l'origine de cette situation sont multiples, il apparaît clairement que l'immense différence entre les approches et les priorités de l'Afrique et celles de l'Europe face aux problèmes sous-jacents à résoudre constitue un obstacle majeur.

L'Europe s'est focalisée sur la réduction du nombre de réfugiés et de migrants clandestins, et sur la gestion des menaces que cette crise fait peser sur la sécurité. Cette approche a provoqué un mécontentement sur le continent africain et contribué à une fragilisation de la confiance. S'ils veulent réellement promouvoir des solutions aux problématiques des migrations, de la mobilité et des déplacements, les deux continents – et l'Europe surtout – doivent impérativement être davantage et mieux à l'écoute l'un de l'autre.

L'ACTION DE L'ECDPM

Nous nous sommes attachés cette année encore à suivre attentivement les évolutions de la politique européenne en matière de migration, y compris sa mise en œuvre et ses répercussions sur les relations avec des pays partenaires, en Afrique plus particulièrement. Nous avons intensifié notre collaboration avec des acteurs africains sur ce thème, afin de servir d'intermédiaire entre l'Europe et l'Afrique. Pour faire progresser le dialogue entre les continents, nous avons introduit des analyses critiques dans le débat et cherché à améliorer la compréhension des points de vue et intérêts respectifs.

En 2017, l'experte Anna Knoll dirigera notre nouveau programme entièrement consacré aux migrations. Il suivra les avancées réalisées par l'Afrique et par l'Europe dans la gestion de cette problématique et encouragera davantage d'action et un dialogue honnête de part et d'autre. ■

POINTS CLÉS DE 2016

- Nous avons publié un rapport consacré aux points de vue exprimés en Europe et en Afrique à propos de la crise des réfugiés et de l'afflux croissant de migrants. Très favorablement accueilli, il a alimenté les discussions relatives à la coopération entre les deux continents, un an exactement après le sommet de la Valette sur les migrations.
- Nous avons étudié les effets de la crise des réfugiés sur la coopération européenne au développement avec d'autres pays partenaires – en Afrique plus particulièrement. Commanditée par l'Expert Group for Aid Studies (EBA) (Suède), cette analyse a été parmi les premières à se pencher sur cette question de manière systématique. Ses conclusions, qui seront publiées début 2017, ont d'ores et déjà retenu l'attention de responsables de l'élaboration des politiques et des médias.
- La commission DEVE du Parlement européen nous a invités à faire une présentation lors de son audience consacrée aux migrations. Nous avons également été conviés en qualité d'intervenants aux Dialogues de printemps de Potsdam sur la gouvernance africaine des migrations, organisés par la Stiftung Entwicklung und Frieden, et à prendre la parole lors d'un événement organisé à la Fondation Hanns Seidel sur le thème des activités de traite des êtres humains. Nous sommes allés jusqu'en Russie pour parler de la politique d'immigration de l'UE et du développement mondial.
- Nous avons régulièrement répondu à des médias réclamant notre analyse de questions relatives à la problématique des migrations. Notre article consacré à l'approche de partenariat de l'UE avec l'Afrique en matière de migration a paru dans les journaux de six pays africains.
- Nous avons rejoint le Migration Strategy Group (MSG) à l'invitation de ses fondateurs (Robert Bosch Stiftung, Bertelsmann Stiftung et Fonds Marshall allemand (États-Unis)). Durant les deux prochaines années, ce groupe apportera sa contribution et son soutien à l'Allemagne qui coprésidera en 2017 le Forum mondial sur la migration et le développement.
- Nous avons analysé en collaboration avec l'Overseas Development Institute (ODI) (Royaume-Uni) les défis que représente l'élaboration d'une politique globale de migration et d'asile au niveau de l'UE. La publication issue de cette mission a figuré sur The Broker en ligne, et a été relayée par Politico's Playbook et toute une série d'autres publications.

Pour en savoir plus à propos de notre action en matière de migrations, n'hésitez pas à consulter la page ecdpm.org/migration de notre suite ou à prendre contact avec Anna Knoll via ecdpm.org/people.

LA STRATÉGIE GLOBALE DE L'UE : UNE BALISE POUR L'UE ?

La haute représentante de l'UE Federica Mogherini a présenté en juin 2016 la stratégie globale de l'UE pour la politique étrangère et de sécurité, qui vise à renforcer l'Europe en resserrant son union. En cette période de profonde incertitude caractérisée par une montée de l'euroscpticisme, une crise migratoire et une multiplication des conflits dans son voisinage immédiat, la stratégie pourrait bien servir de balise à l'UE.

L'issue du référendum sur le Brexit et des élections américaines ont engendré une profonde incertitude politique et économique en Europe. Nous avons assisté à une vague de populisme et d'euroscpticisme qui pourrait, dans les prochains mois, connaître un recul ou gagner du terrain. Le paysage sociopolitique de l'Europe a été marqué en outre par les effets de la crise des réfugiés, des attaques violentes commises dans plusieurs capitales nationales et des conflits proches de ses frontières.

La stratégie globale de l'UE, appelée à guider l'action extérieure de l'Europe pour les années à venir, intervient donc à un moment crucial. Elle plaide en faveur d'une UE solide qui fasse bloc sur la scène mondiale. Tout dépendra cependant de la manière dont cette ambition sera mise en œuvre. Les ministres des affaires étrangères de l'UE en sont conscients et ont adopté en octobre des conclusions communes à cet effet. Celles-ci ne seront cependant guère simples à concrétiser : les idées sont bien là, mais de nombreuses difficultés doivent encore être surmontées, la moindre n'étant pas la crise existentielle que traverse actuellement l'UE.

L'ACTION DE L'ECDPM

L'ECDPM a fourni des apports et participé aux débats tout au long de l'élaboration de la stratégie globale. Notre soumission en réponse à un appel à propositions a contribué à donner sa forme finale au document. Nous avons publié toute une série d'analyses portant sur des aspects spécifiques de la stratégie, tels que sa mise en œuvre et le rôle de la diplomatie du développement dans l'action extérieure de l'UE.

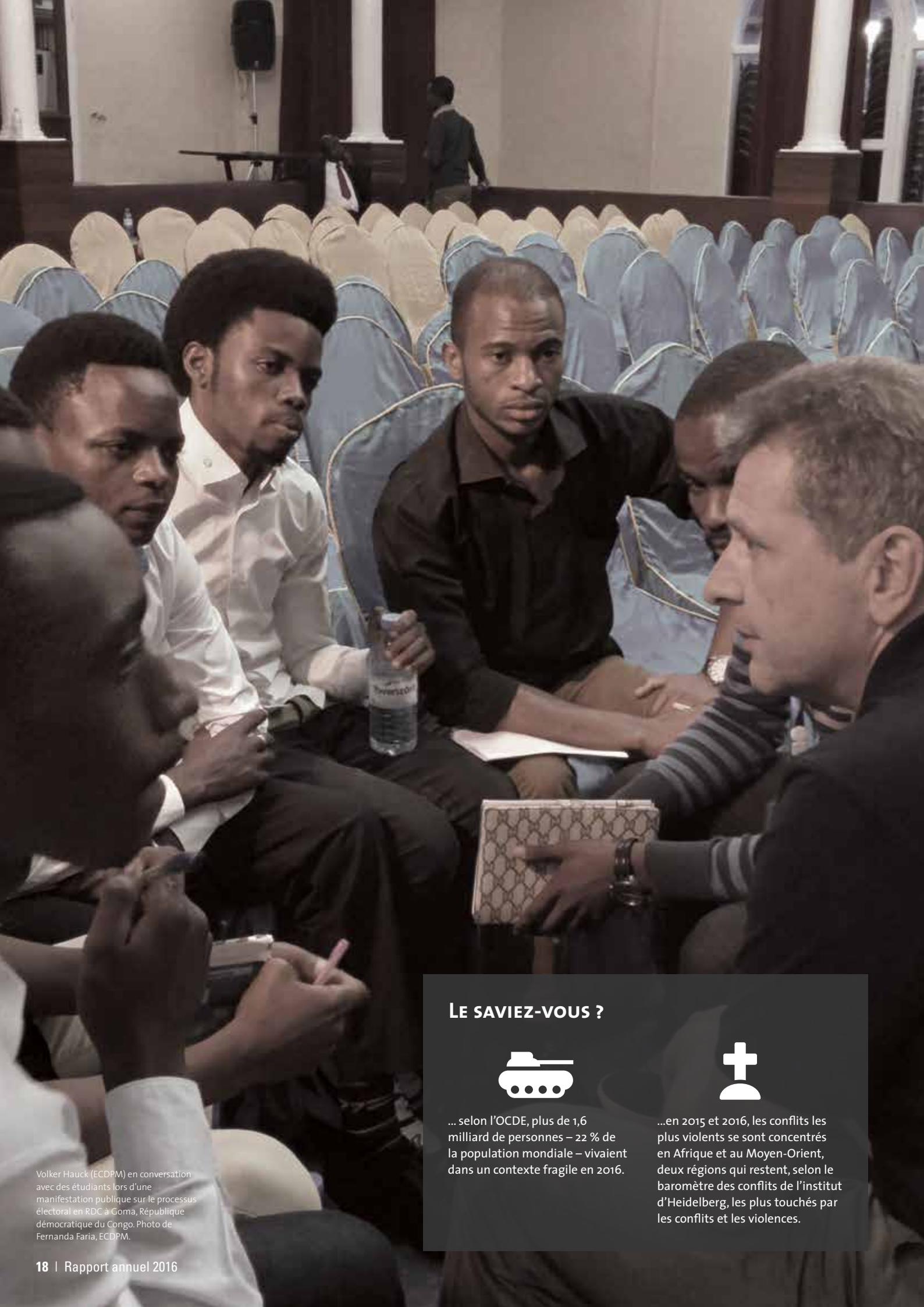
Nous avons également pris part au processus officiel de consultation sur la stratégie globale de l'UE, mené par le SEAE et l'EUISS (Institut d'études de sécurité de l'Union européenne) en y intégrant également des points de vue africains. Nous maintiendrons en 2017 notre engagement à l'égard de la stratégie et notre appui à sa mise en œuvre. ■

POINTS CLÉS DE 2016

- Une série de publications et de blogs de l'ECDPM ont analysé la stratégie globale de l'UE, contribuant ainsi aux discussions et à la rédaction du document. Des institutions officielles de l'UE, parmi lesquelles le SEAE et la DG Coopération internationale et développement de la Commission européenne (DEVCO), ont diffusé plusieurs de nos blogs via leurs canaux officiels. Nos blogs à ce sujet ont été les plus consultés en 2016 et nos analyses ont été publiées dans plusieurs médias (Euractiv notamment).
- La participation de l'ECDPM aux consultations publiques concernant la stratégie a contribué à faire en sorte que des thèmes tels que les objectifs mondiaux de développement durable, la programmation conjointe et l'avenir des relations ACP-UE figurent dans le document.
- Nous avons organisé une conférence sur les relations Europe-Afrique en collaboration avec l'EUISS, l'Institut italien des affaires internationales (IAI), l'Institut français des relations internationales (IFRI) et le SEAE. Cet événement, qui s'inscrivait dans le processus de consultation sur la stratégie globale de l'UE, se voulait une réflexion sur les priorités de l'action extérieure européenne en Afrique. Bien que la plupart des participants aient été des représentants d'instituts et d'organisations européens, l'ECDPM a veillé à la présence de responsables et d'experts africains afin d'assurer un débat davantage inclusif. Notre blog de suivi de la conférence a fait l'objet d'une mention spéciale de la part de Nathalie Tocci, conseillère spéciale de Federica Mogherini sur la stratégie globale.
- Après avoir organisé plusieurs sessions de formation du personnel d'institutions de l'UE concernant la diplomatie économique et culturelle, nous avons été invités à aider les institutions européennes à mettre la stratégie globale en œuvre en 2017.

Pour en savoir plus à propos de notre action concernant la stratégie globale de l'UE, n'hésitez pas à consulter la page ecdpm.org/euglobalstrategy de notre site ou à prendre contact avec Andrew Sherriff via ecdpm.org/people.





Volker Hauck (ECDPM) en conversation avec des étudiants lors d'une manifestation publique sur le processus électoral en RDC à Goma, République démocratique du Congo. Photo de Fernanda Faria, ECDPM.

LE SAVIEZ-VOUS ?



... selon l'OCDE, plus de 1,6 milliard de personnes – 22 % de la population mondiale – vivaient dans un contexte fragile en 2016.



...en 2015 et 2016, les conflits les plus violents se sont concentrés en Afrique et au Moyen-Orient, deux régions qui restent, selon le baromètre des conflits de l'institut d'Heidelberg, les plus touchés par les conflits et les violences.



CONFLITS, SÉCURITÉ ET RÉSILIENCE

Volker Hauck, responsable de programme :
notre action et sa raison d'être

Nos domaines de compétence :

les approches intégrées de l'UE en matière de conflits, l'architecture africaine de paix et de sécurité, la réponse de l'UE aux conflits, la médiation, la consolidation de la paix et le renforcement de l'État, les fonds fiduciaires de l'UE et la stratégie globale de l'UE.

“

Merci de l'intense travail accompli, et permettez-moi de vous faire part de ma vive appréciation quant à la qualité générale de cette évaluation. Nous tirerons assurément des enseignements du rapport, même si nous ne partageons pas le même avis sur tout.

Fonctionnaire de l'UE à propos de l'évaluation du volet « réponse aux crises » de l'instrument européen de stabilité (2007–2013)

La sécurité est gravement menacée en Afrique, et les conflits et la fragilité se rapprochent des frontières de l'UE. Les institutions africaines et européennes restent partagées entre la fourniture d'une aide au développement à long terme et une aide humanitaire et de crise – même s'il est admis que cette dernière est à la fois coûteuse et insoutenable. Nous aidons les institutions africaines, européennes et mondiales à concevoir de meilleures transitions entre les réponses à court terme et une résilience et un développement s'inscrivant dans la durée.

Nos recherches et analyses éclairent les processus et politiques en Afrique et en Europe, mais aussi au niveau mondial, en vue de rendre la prévention des conflits et le rétablissement de la paix plus efficaces. Nous examinons les initiatives existantes pour déterminer ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas. Nous nous intéressons également aux conditions préalables qui sous-tendent la mise en place d'États pacifiques, sûrs et résilients.

Nous insistons sans cesse sur le fait que, sans en nier l'importance pour autant, la réponse humanitaire et de crise ne peut suffire à l'instauration de sociétés pacifiques. Elle s'avère de surcroît coûteuse et – faute d'une approche cohérente – préjudiciable en définitive aux intérêts à long terme de l'Europe et de l'Afrique. Nous insistons aussi sur la nécessité de travailler ensemble et de partager les bonnes pratiques.

Nos activités se concentrent sur l'agenda 2030, l'architecture africaine de paix et de sécurité, l'approche globale de l'UE en matière de résolution

et de prévention des conflits, et la mise en œuvre de la stratégie globale de l'UE pour la politique étrangère et de sécurité.

Nous agissons auprès de la Commission de l'Union africaine (UA), des communautés économiques régionales (CER) africaines, et de groupes de réflexion et centres de recherche en Afrique et en Europe, aux côtés d'ONG et de partenaires de l'UE dans le domaine du développement.



LES ENSEIGNEMENTS DE L'ANNÉE

Les succès à notre actif

Nous avons travaillé à un très large éventail de projets complémentaires et se renforçant mutuellement concernant le financement futur par l'UE de situations de crises prolongées. Nous avons défini en outre des pistes nous permettant de partager notre travail avec un large groupe de parties prenantes en vue des débats sur le réexamen à mi-parcours des instruments de financement extérieur de l'UE.

Les améliorations possibles

Nous sommes prêts à franchir une nouvelle étape de notre analyse d'économie politique en l'intégrant plus systématiquement encore dans notre action et dans les dialogues sur les politiques en rapport avec les crises (violentes). De même, nous devons veiller à une intégration plus poussée de la dimension de genre dans notre travail.

POINTS CLÉS DE 2016

Pour un aperçu de l'ensemble de nos publications et événements 2016, n'hésitez pas à consulter la page ecdpm.org/security/2016 de notre site.

FÉVRIER



Tarila Ebiede (ECDPM) a été invité par le département « Afrique » du ministère néerlandais des affaires étrangères à débattre des expériences et des approches de l'engagement des Pays-Bas dans le delta du Niger (Nigeria). Les recherches qu'il a effectuées dans le cadre de son doctorat sur la réinsertion des ex-militants dans la région ont utilement étayé cet échange.



AVRIL



Nous avons animé, à l'occasion d'une conférence sur la résolution et la réapparition des conflits organisée par l'Université du Kent, plusieurs tables rondes et débats sur les séquelles des conflits et les facteurs qui contribuent à leur résurgence.

JUIN



Nous avons animé, en coopération avec la présidence néerlandaise de l'UE, un séminaire de politique portant sur l'avenir du soutien de l'UE à la paix et la sécurité en Afrique, y compris les répercussions sur la facilité pour la paix en Afrique. Un rapport présente les conclusions du séminaire.



AOÛT



Nous avons analysé, à la demande du Parlement européen, l'éventail d'instruments dont dispose actuellement l'UE pour tenter de résoudre des crises de longue durée – autrement dit, des situations dans lesquelles de nombreuses personnes se trouvent menacées de mort, de violence, de famine ou de perte de leurs moyens d'existence pendant une période prolongée. Les résultats de cette étude conjointement réalisée avec l'Université catholique de Louvain (KU Leuven) ont été présentés au Parlement européen et ont été intégrés par la suite dans une publication de l'ECDPM sur ce thème – laquelle a paru dans la revue mensuelle de l'Institut national de défense (IDN) du Portugal.



SEPTEMBRE



L'équipe de l'ECDPM en charge du programme « Dynamique du changement en Afrique » a organisé à La Haye, en collaboration avec la représentation spéciale des Pays-Bas auprès de l'Union africaine et la Plateforme néerlandaise de connaissances sur la sécurité et l'État de droit, une journée de discussion axée sur la coopération entre l'Europe et l'Afrique en matière de prévention des conflits et de gouvernance, la justice internationale, les migrations et la coopération au niveau des Nations unies. Nous avons contribué à l'organisation de l'événement et animé la session consacrée à l'architecture africaine de paix et de sécurité et à ses liens avec l'architecture africaine de la gouvernance (AAG).



Nous avons présenté à des parties prenantes allemandes, à l'occasion d'un séminaire organisé à Berlin par le GIZ Addis Group for Peace and Security, le travail de suivi que nous avons réalisé sur l'incidence de l'architecture africaine de paix et de sécurité. Nous l'avons également présenté à Vienne, de même que nos analyses de l'approche de l'UE en matière de crises prolongées et de migrations, lors du séminaire annuel de l'Agence de développement autrichienne (ADA).

OCTOBRE

NOVEMBRE



Nous avons présenté au conseil « paix et sécurité » de l'UA à Addis-Abeba, en collaboration avec l'Institute for Peace and Security Studies (IPSS) et le bureau de la GIZ auprès de l'Union africaine, le rapport 2015 sur l'incidence de l'architecture africaine de paix et de sécurité. Un large éventail de parties prenantes et de partenaires intéressés ont assisté à cette session et ont indiqué ensuite à quel point ils appréciaient la qualité et la pertinence du travail fourni. Nous avons pris part avant la présentation à un atelier organisé à l'IPSS pour discuter de la méthodologie du rapport d'impact avec la GIZ, l'ISS et les départements « affaires politiques » et « paix et sécurité » de l'UA.



Nous avons parachevé l'évaluation du volet « réponse aux crises » de l'instrument européen de stabilité (2007–2013), réalisée à la demande du service des instruments de politique étrangère de la Commission européenne. Cette évaluation a requis des visites de terrain en République démocratique du Congo, au Pakistan, au Nigeria et au Liban ; l'ECDPM a effectué les deux premières.



Nous avons présenté à un panel d'experts réunis à Stockholm par CONCORD Suède le fonctionnement des fonds fiduciaires de l'UE. Il s'agit d'un instrument financier relativement nouveau à utiliser en cas de situation de crise prolongée. L'événement a essentiellement porté sur les approches de l'UE visant à fournir un soutien intégré en réponse aux problématiques du développement, des migrations et de la sécurité.

DÉCEMBRE



Nous avons assisté à un séminaire organisé à Berbera (Somaliland) par la mission de l'UE pour le renforcement des capacités en matière de sûreté maritime en Somalie (appelée désormais EUCAP Somalia), la mission ATALANTE de la force navale européenne, la mission d'assistance des Nations unies en Somalie (UMSOM) et le gouvernement somalien. Cette participation s'inscrivait dans notre recherche des moyens d'améliorer la connaissance situationnelle, le contrôle opérationnel et l'échange d'information entre missions civiles menées par l'UE au titre de la politique de sécurité et de défense commune (PSDC).



BILAN DES INTERVENTIONS DE L'AFRIQUE EN FAVEUR DE LA PAIX ET DE LA SÉCURITÉ

La paix et la sécurité sont une priorité en Afrique. Le continent porte depuis plusieurs dizaines d'années le lourd fardeau de nombreux conflits et guerres civiles. Mais comment opère-t-il pour faire face à ces crises ? Ses interventions en faveur de la paix et de la sécurité sont-elles efficaces ?

L'Union africaine a instauré il y a quinze ans son architecture africaine de paix et de sécurité (AAPS) afin de répondre aux enjeux de paix et de sécurité sur l'ensemble du continent. Incluant plusieurs institutions aux niveaux continental et régional, cette initiative africaine est aujourd'hui solidement établie et bénéficie d'un financement plus important que n'importe quelle autre structure de l'UA. Certaines questions de coordination et de financement restent néanmoins à régler sur le plan de la mise en œuvre.

L'Union africaine agit quotidiennement sur les problèmes de paix et de sécurité – ses activités allant de pourparlers préventifs et de médiations à des demandes de sanctions, des enquêtes sur des violations des droits de l'homme et l'envoi de troupes sur le terrain. Or on ne dispose encore d'aucun aperçu complet des interventions de l'UA en faveur de la paix et de la sécurité alors que cette expérience serait riche d'enseignements pour améliorer le cadre et prendre des mesures énergiques en vue de mettre fin aux conflits et aux guerres civiles en Afrique.

L'ACTION DE L'ECDPM

L'ECDPM procède depuis quatre ans, en collaboration avec la GIZ (Deutsche Gesellschaft für internationale Zusammenarbeit), à l'analyse de la mise en œuvre de l'AAPS – le but étant de cartographier les diverses initiatives de l'Union africaine et de formuler un aperçu transparent des interventions en faveur de la paix et la sécurité sur l'ensemble du continent. Certaines de nos analyses ont plus spécifiquement porté sur les types d'engagement ainsi que sur ce qui a – ou n'a pas – fonctionné. Ce travail a contribué à mettre en évidence les aspects de l'AAPS susceptibles d'être renforcés, ce qui a considérablement aidé les parties prenantes d'Afrique et d'Europe qui œuvrent à étayer les efforts de rétablissement de la paix.

L'Union africaine nous invite depuis 2015 à présenter à Addis-Abeba les résultats de notre étude d'impact de l'AAPS. En 2016, notre travail en la matière a donné lieu en outre à une étroite collaboration avec l'Institute for Peace and Security Studies (IPSS) qui, également basé à Addis-Abeba, soutient l'Union africaine et joue un rôle important dans l'analyse des conflits. Au printemps, un chercheur de l'IPSS spécialisé en politiques est venu à l'ECDPM pendant un mois, et Sophie Desmidt (ECDPM) s'est rendue début 2017 à Addis-Abeba pendant quatre mois afin d'œuvrer avec l'IPSS à l'élaboration de la méthodologie destinée à cartographier l'impact de l'AAPS et de renforcer le travail. ■

POINTS CLÉS DE 2016

- Dans une note documentaire et un reportage « Shorthand Social » connexe en ligne, nous avons tracé les grandes lignes des mécanismes et des interventions de l'AAPS. L'une et l'autre ont été partagés par diverses organisations internationales impliquées dans les questions de paix et de sécurité, et relayés par une série de décideurs de haut niveau, y compris des fonctionnaires de délégations européennes en Afrique.
- Pour la deuxième année d'affiliée, nous avons présenté lors d'une séance ouverte du conseil « paix et sécurité » de l'UA à Addis-Abeba, en collaboration avec l'IPSS et le bureau de la GIZ auprès de l'Union africaine, les conclusions de l'édition la plus récente de notre étude d'impact de l'AAPS. Un large éventail de parties prenantes et de partenaires intéressés ont assisté à cette session et indiqué à quel point ils appréciaient la qualité et la pertinence du travail fourni.
- L'équipe de l'ECDPM en charge du programme « Dynamique du changement en Afrique » a organisé à La Haye, en collaboration avec la représentation spéciale des Pays-Bas auprès de l'Union africaine et la Plateforme néerlandaise de connaissances sur la sécurité et l'État de droit, une journée de discussion axée sur la coopération entre l'Europe et l'Afrique en matière de prévention des conflits et de gouvernance, la justice internationale, les migrations et la coopération au niveau des Nations unies. Nous avons contribué à l'organisation de l'événement et animé la session consacrée à l'architecture africaine de paix et de sécurité et à ses liens avec l'architecture africaine de la gouvernance (AAG). Cette rencontre a réuni toute une série d'acteurs européens et africains de haut niveau, de même que des experts d'institutions homologues.

Pour en savoir plus à propos de notre travail en rapport avec les initiatives de paix et de sécurité en Afrique ou nous faire part de certaines idées, n'hésitez pas à consulter la page ecpdm.org/Africapeacesecurity de notre site ou à prendre contact avec Volker Hauck ou Sophie Desmidt via ecpdm.org/people.



L'UE EST-ELLE OUTILLÉE POUR GÉRER DES CRISES ET DES CONFLITS À L'ÉTRANGER ?

Les conflits et les crises se multiplient dans le grand voisinage de l'UE, notamment en Syrie, en Ukraine et en Lybie, mais également en Somalie, au Sud Soudan et au Sahel. Ils ont le plus souvent un caractère tenace et persistant, et conjuguent des éléments de violence, une faible gouvernance, des possibilités de développement restreintes et des déplacements forcés. Cette situation grève déjà fortement les budgets humanitaires limités de l'Union européenne et la confronte à de nouveaux défis.

Il ne suffit cependant pas d'agir face aux crises et aux conflits : il devient chaque jour plus urgent de définir des processus concrets et durables permettant de résoudre les problèmes qui les sous-tendent afin d'empêcher qu'ils se produisent ou qu'ils resurgissent. La question est donc de savoir dans quelle mesure l'UE est outillée pour assumer cette tâche essentielle.

L'UE aura au cours de la période à venir plusieurs occasions d'y réfléchir et de mettre en place des processus qui soient plus structurels et de plus longue haleine pour tenter de résoudre les conflits et les crises prolongées. L'effort actuellement déployé pour concrétiser la stratégie globale pour la politique étrangère et de sécurité pourrait être l'une de ces occasions dans la mesure où il offre la possibilité de formuler des approches davantage cohérentes de l'aide humanitaire, de l'aide au développement et de l'assistance en matière de paix et de sécurité. De même, les examens à mi-parcours et les révisions du cadre financier pluriannuel et des instruments de financement de l'UE seront autant d'occasions de débattre des modalités de leur utilisation face à des conflits et des crises à l'étranger. La problématique de la paix et de la sécurité devrait également figurer en bonne place à l'agenda du sommet UE-Afrique prévu à Abidjan en novembre 2017.

L'ACTION DE L'ECDPM

Nous avons été particulièrement attentifs en 2016 à la manière dont l'UE répond aux crises et aux conflits. Nous avons analysé à quel point les instruments de financement de son action extérieure ont été efficaces pour relever les défis associés aux crises de longue durée. La frontière entre les défis humanitaires et ceux du développement tend généralement à s'estomper dans ce type de situation – ce qui pose la question de savoir de quelle façon et dans quelles circonstances l'UE pourrait mieux concilier son aide humanitaire et son aide au développement. La fusion de ces deux domaines exigerait d'améliorer les approches du rétablissement de la paix et de la prévention des conflits dans une perspective d'approche plus globale des conflits et des crises.

Nous avons pour objectif de contribuer plus concrètement aux politiques européennes et africaines à cet égard en agissant auprès de nombreux acteurs tels que le Parlement européen et la Commission européenne, la Commission de l'UA et des organisations de la société civile. Nous avons eu un rôle de facilitation en stimulant le débat sur les moyens d'améliorer la coopération entre l'Afrique et l'UE en matière de paix et de sécurité. ■





POINTS CLÉS DE 2016

- Nous avons analysé, à la demande du Parlement européen, l'éventail d'instruments dont dispose actuellement l'UE pour tenter de résoudre des crises de longue durée – autrement dit, des situations dans lesquelles de nombreuses personnes se trouvent menacées de mort, de violence, de famine ou de perte de leurs moyens d'existence pendant une période prolongée. Conjointement réalisée avec l'Université catholique de Louvain (KU Leuven), l'étude a été présentée au Parlement européen et a contribué par la suite à une publication de l'ECDPM sur ce thème, laquelle a paru dans la revue mensuelle de l'Institut national de défense (IDN) du Portugal.
 - Nous avons parachevé l'évaluation du volet « réponse aux crises » de l'instrument européen de stabilité (2007–2013), réalisée à la demande du service des instruments de politique étrangère de la Commission européenne. Cette évaluation a requis des visites de terrain en République démocratique du Congo, au Pakistan, au Nigeria et au Liban ; l'ECDPM a effectué les deux premières.
 - Nous avons effectué au Kenya et en Somalie des recherches dans le cadre du projet CIVILEX que l'ECDPM mène actuellement avec un consortium d'organisations partenaires. Il s'agit d'une initiative financée par l'UE en vue de soutenir les missions civiles au titre de la politique de sécurité et de défense commune (PSDC) et dans le contexte plus général de l'action extérieure de l'UE.
 - L'ECDPM a co-organisé avec la présidence néerlandaise du conseil de l'UE, un séminaire portant sur l'avenir du soutien de l'UE à la paix et la sécurité en Afrique ainsi que sur la facilité pour la paix en Afrique au travers de laquelle l'UE finance des opérations de soutien de la paix d'initiative africaine et le renforcement des capacités de l'AAPS. Le séminaire a rassemblé une quarantaine d'experts et de parties prenantes d'Europe et d'Afrique, et a favorisé un débat ouvert et instructif.
- Pour en savoir plus à propos de notre travail en rapport avec la réponse de l'UE aux crises et aux conflits, n'hésitez pas à consulter la page ecpdm.org/eucrisisresponse de notre site ou à prendre contact avec Volker Hauck ou Matthias Deneckere via ecpdm.org/people.*



San Bilal (ECDPM) s'exprime sur le développement et le commerce dans l'Agenda 2030 du développement durable lors des journées européennes du développement 2016 à Bruxelles, Belgique. Photo de l'Union européenne.

LE SAVIEZ-VOUS ?



... 10 à 12 millions de jeunes Africains arrivent chaque année sur le marché du travail, mais 3,1 millions d'emplois seulement sont créés, selon la Banque africaine de développement.



... plus de 30 millions d'emplois au sein de l'UE dépendent déjà des exportations vers le reste du monde et, selon les estimations de la Commission européenne, quelque 90 % de la croissance mondiale se fera en dehors de l'UE.



TRANSFORMATION ÉCONOMIQUE ET COMMERCE

San Bilal, responsable de programme :
notre action et sa raison d'être

Nos domaines de compétence :

accords commerciaux, gouvernance économique, industrialisation, ressources extractives, financement du développement, intégration régionale, secteur privé et emploi, analyse d'économie politique, diplomatie économique

“

Ce rapport exceptionnel nous aidera sans aucun doute à mieux comprendre ce que nous devons faire différemment.

Haut responsable de l'UA à propos de notre étude PERIA

La transformation économique durable est au cœur de nombreuses stratégies africaines de développement. La stratégie continentale, à savoir l'agenda 2063 de l'Union africaine, envisage elle aussi une transition économique fondamentale qui concorde largement avec l'agenda 2030 pour le développement durable. Notre but est d'aider les pays et institutions d'Afrique à réussir ces stratégies.

La transformation économique durable va bien au-delà de la croissance économique pour inclure des activités durables et respectueuses du climat, une volonté d'équité et d'inclusion, un environnement propice aux entreprises et une coopération entre le secteur privé et les administrations publiques. Elle implique un accès à une infrastructure fiable, l'abandon progressif d'une dépendance excessive à l'égard des ressources naturelles, une diversification économique fondée sur l'industrialisation et une intégration dans des chaînes de valeur régionales et mondiales. Mais elle ambitionne surtout de créer des emplois décents pour tous en ne laissant personne au bord du chemin.

Nos travaux de recherche et d'analyse soutiennent les politiques africaines dans ces domaines tout en étayant les politiques de développement de partenaires internationaux. Nous collaborons avec des acteurs désireux de contribuer au développement en les aidant à inscrire leurs efforts dans la dynamique positive du continent africain. Notre action améliore la compréhension des facteurs économiques, institutionnels, politiques, sociaux et environnementaux qui impulsent ou entravent le changement, ainsi que de l'ensemble des intérêts et motivations en jeu.



LES ENSEIGNEMENTS DE L'ANNÉE

Les succès à notre actif

Nous avons renforcé notre rôle d'intermédiaire honnête et de source de connaissances dans le contexte de l'engagement du secteur privé, du commerce, du financement et de l'investissement, et de l'intégration régionale – autant de domaines dans lesquels l'ECDPM a été fréquemment invité à étayer et faciliter des débats, à la fois au niveau de l'UE et au niveau des États membres. Nous avons ainsi fait progresser nos programmes d'action et notre réflexion sur la meilleure manière de soutenir la transformation économique en Afrique grâce à un secteur privé inclusif et davantage responsable.

Les améliorations possibles

Malgré nos efforts pour intégrer les points de vue et priorités de l'Afrique, l'agenda européen en faveur de l'engagement du secteur privé reste largement axé sur l'UE. Nous devons agir plus activement encore pour que les programmes d'aide de l'UE relèvent davantage de l'initiative locale et tiennent compte de contextes particuliers en s'appuyant également sur le secteur privé africain et des acteurs africains du financement.

POINTS CLÉS DE 2016

Pour un aperçu de l'ensemble de nos publications et événements 2016, n'hésitez pas à consulter la page ecdpm.org/economic-transformation-trade/2016 de notre site.

JANVIER



Nous avons publié les résultats de notre étude approfondie « PERIA » consacrée à l'économie politique de l'intégration en Afrique (page 28). Cette publication a été suivie en avril par quatre séminaires au cours desquels nous avons présenté les grandes conclusions du projet – ce qui a donné lieu à un débat ouvert sur la dynamique de l'intégration régionale en Afrique et ses implications pour les décideurs et autres parties prenantes importantes.



À l'invitation de la communauté de pratique de la Banque mondiale dans le domaine du contenu local, nous avons participé à une table ronde sur la question du libre-échange face aux politiques productives dans le cadre de la conférence mondiale sur la conciliation entre commerce et développement du contenu local, co-organisée par le gouvernement mexicain à Mexico. Notre présentation portait sur les résultats de diverses analyses réalisées par nos soins, y compris à l'intention de l'OCDE et de l'initiative E15, à propos des politiques en matière de contenu local, de commerce et de diversification économique.

MARS



Nous avons présenté les principaux résultats et enseignements de nos travaux à l'occasion d'un débat sur la transformation économique, l'industrialisation et les industries extractives, à l'invitation du Secrétaire général des ACP. Cette présentation s'inscrivait dans le contexte d'une table ronde ACP sur la coopération interrégionale dans la perspective de l'agenda 2030.

AVRIL



Nous avons participé à Hub Africa 2016, événement axé sur l'entrepreneuriat et l'investissement en Afrique qui s'est tenu à Casablanca. Nous y avons rencontré des acteurs du secteur privé intéressés d'entrer en contact avec des entreprises d'Afrique du Nord, et fait progresser notre promotion de la participation des entreprises aux activités de développement dans le voisinage méridional de l'UE. Nos rencontres lors de cet événement ont également enrichi notre analyse des implications de la participation du secteur privé européen en Afrique subsaharienne.

MAI



Nous avons réuni des décideurs et des organisations de la société civile pour examiner les principaux résultats et enseignements des études réalisées en Afrique occidentale et orientale. Nous avons en effet examiné, lors de nos déplacements dans ces deux régions africaines, des partenariats multiacteurs entre responsables de l'élaboration des politiques, organisations de la société civile et entreprises des secteurs minier et laitier.

JUIN



À l'occasion des journées européennes du développement 2016, nous avons animé et pris la parole lors de cinq sessions. Nous avons notamment fait part de notre expertise concernant le commerce et le développement, les politiques fiscales de l'UE et le secteur privé et l'investissement dans les États fragiles.

JUILLET



À l'invitation de la Banque européenne d'investissement (BEI), nous avons pris part à la visite annuelle des Ambassadeurs et du Secrétariat ACP à cette institution. Nous avons présenté à cette occasion notre analyse du rôle actuel et futur de la BEI dans les pays ACP.

SEPTEMBRE



La Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CENUA) nous a invités à sa 8e réunion de haut niveau sur l'intégration régionale en Afrique : nous y avons présenté les conclusions de notre analyse d'économie politique PERIA et examiné de quelle manière un espace continental africain de libre-échange pourrait être mis en place.

OCTOBRE



Nous avons participé, à l'invitation de l'initiative « Promoting Effective Partnering », à deux journées d'atelier au cours desquelles nous avons examiné et commenté un instrument de soutien au partenariat qui, intitulé « 17 facteurs pour 17 objectifs », devait être lancé à Nairobi en décembre 2016 lors de la réunion de haut niveau du partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement.

NOVEMBRE



Nous avons participé, à l'invitation de l'Union africaine et de la CENUA, à la semaine africaine du commerce. Nous appuyant sur notre analyse d'économie politique de l'intégration régionale en Afrique, nous avons organisé à cette occasion une session consacrée aux partenariats en faveur de l'intégration régionale qui a suscité beaucoup d'intérêt et des échos positifs de la part de décideurs politiques et d'autres parties prenantes.

JAN - DÉC



Nous avons œuvré tout au long de l'année à la promotion d'investissements responsables dans la perspective d'un développement durable. L'objet de notre analyse était d'établir dans quelle mesure le renforcement de la cohérence et de l'efficacité des approches européennes du financement du développement pourrait être un moyen de réaliser les objectifs mondiaux de développement durable. Nous nous sommes plus particulièrement intéressés aux opérations de mixage (blending) de l'UE dans la perspective du prochain plan européen d'investissement extérieur, et au rôle des institutions de financement du développement et des organismes de crédit à l'exportation.



FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT : VEILLER À CE QUE LES INVESTISSEMENTS FASSENT LA DIFFÉRENCE

Les investissements sont une pièce majeure du puzzle que constitue le développement durable en Afrique. Le continent en a besoin pour combler ses lacunes en termes d'infrastructure matérielle et immatérielle tout en ayant besoin d'une infrastructure fiable et efficace (réseaux de transport et d'énergie notamment) pour inciter des entreprises à investir. Faute d'un plus grand attrait de l'Afrique pour les entrepreneurs, les investissements resteront rares, de même que les emplois décents et les possibilités nouvelles qu'ils engendrent.

How can we overcome this chicken-and-egg dilemma? The Comment venir à bout de ce dilemme de la poule et de l'œuf ? Les ressources nécessaires à l'Afrique dépassent de loin le financement public disponible et l'aide publique au développement (APD). Il faut donc absolument trouver de nouveaux moyens de mobiliser et d'encourager des investissements privés.

D'un point de vue européen, les banques multilatérales de développement et les institutions de financement du développement seront appelées à jouer un rôle catalyseur dans le déclenchement d'investissements durables, qu'ils pourraient notamment remplir en proposant des prêts et des garanties qui réduisent les risques pour les investisseurs potentiels. Nous avons vu de nombreuses initiatives et instruments européens en quête de cet objectif. Parmi les plus récents et les plus frappants figure le plan européen d'investissement extérieur : annoncé par la Commission européenne en septembre 2016, il vise à encourager les investissements en Afrique et dans les pays voisins de l'UE mais il doit encore être mis en œuvre. Reste à savoir comment cette initiative et d'autres, destinées à donner une impulsion aux investissements en Afrique, vont fonctionner et entrer en interaction au fil des années.

L'ACTION DE L'ECDPM

Nous avons observé pendant de nombreuses années le vaste paysage des instruments et activités de financement du développement, et analysé leur mise en œuvre. En 2016, la Banque européenne d'investissement (BEI) nous a demandé de procéder à une estimation de la valeur ajoutée de ses opérations dans les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) au-delà de son mandat actuel au titre de l'accord de partenariat de Cotonou, qui vient à échéance en 2020. Nous avons étudié plus attentivement en parallèle les nouvelles tendances du mixage des financements, le rôle des institutions de financement du développement dans la promotion d'investissements durables et les synergies éventuelles avec des organismes commerciaux de crédit à l'exportation.

L'annonce du plan d'investissement extérieur par la Commission européenne a soulevé certaines questions quant à la manière dont l'Europe pourrait effectivement améliorer la situation actuelle. Nous avons donc entrepris d'étudier des pistes en vue de parvenir à une cohérence et des synergies avec d'autres initiatives et acteurs. Cette tâche se poursuivra en 2017 et se concentrera sur la meilleure façon d'harmoniser les instruments avec les agendas et plans de développement des pays en développement eux-mêmes. ■

POINTS CLÉS DE 2016

- La BEI nous a invités à plusieurs reprises en 2016 à faire part des résultats de nos travaux de recherche. Dans la foulée de notre étude du rôle futur de la BEI dans les pays ACP, nous avons présenté notre analyse lors de la visite des Ambassadeurs et du Secrétariat ACP à la Banque.
- À l'invitation de l'organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI), des directions générales du commerce (DG COMMERCE) et de la coopération internationale et du développement (DEVCO) de la Commission européenne, et de la Société financière internationale (SFI), nous avons animé plusieurs tables rondes sur le thème des liens entre le commerce, le financement et le développement durable lors des journées européennes du développement 2016.
- Nous avons contribué à un événement public consacré à la gestion du risque. Co-organisé à Bruxelles avec le Centre pour le développement mondial, il a réuni un large éventail d'acteurs du domaine du financement international et du financement du développement tels que la BEI, des institutions européennes de financement du développement, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), la Banque mondiale et la SFI. La DG Affaires économiques et financières (ECFIN) et la DG Coopération internationale et développement (DEVCO) étaient également présentes, de même que des représentants du secteur privé et de la société civile. Les participants ont exprimé leur appréciation à l'égard de nos contributions et indiqué que notre travail avait influencé l'instauration du PIE.

Pour en savoir plus à propos de notre travail en matière de financement du développement et d'investissements ou nous faire part de certaines idées, n'hésitez pas à consulter la page cdpm.org/investment de notre site ou à contacter San Bilal, Karim Karaki ou Sebastian Große-Puppenthal via ecdpm.org/people.

QUELS SONT LES VÉRITABLES MOTEURS ET FREINS DE L'INTÉGRATION RÉGIONALE EN AFRIQUE ?

Les nations ne peuvent résoudre seules les difficultés de développement auxquelles elles se trouvent confrontées. Or, en dépit d'un consensus sur le fait que les pays doivent unir leurs efforts, la mise en œuvre de nombreux programmes régionaux n'a pas été à la hauteur des ambitions déclarées.

L'Afrique a connu un éventail de plus en plus large d'organisations et de politiques régionales visant à favoriser l'intégration régionale en resserrant les liens de collaboration sur l'ensemble du continent pour y relever les défis communs. Cette abondance de moyens ne s'est cependant pas traduite, dans de nombreux cas, par des effets tangibles. Trop souvent, les accords sur papier sont tout simplement restés lettres mortes.

Nous avons constaté au fil de nos années de travail sur l'intégration régionale en Afrique une frustration croissante à l'égard de la lenteur des avancées et du manque de résultats. Ce constat nous a incités à pousser plus loin l'analyse en nous demandant quels acteurs et facteurs impulsent, influencent et freinent les programmes d'intégration régionale en Afrique. Autrement dit, quels sont les acteurs et facteurs qui font en sorte que des progrès soient accomplis ou non ?

L'ACTION DE L'ECDPM

C'est pour répondre à ces questions que l'ECDPM a entrepris le projet PERIA qui, mené à l'échelon du Centre, a eu pour objectif d'étudier l'économie politique de l'intégration régionale en Afrique. Il a réuni des experts des cinq programmes de l'ECDPM afin d'analyser le rôle joué par les organisations régionales africaines dans ce processus. Les résultats ont été présentés en 2016 au travers de six études exhaustives respectivement consacrées à l'Union africaine et aux cinq principales communautés économiques régionales (CER) africaines dont elles couvrent les engagements dans divers domaines tels que la paix et la sécurité, les infrastructures et le changement climatique.

C'est autour de ces études qu'une série de séminaires a réuni à Bruxelles des universitaires et des responsables de l'élaboration des politiques venus d'Europe et d'Afrique. La Commission de l'UA nous a également invités à présenter notre analyse devant plus de 200 parties prenantes parmi lesquelles des groupes de réflexion, des organisations de la société civile et la Commission elle-même. Ces présentations ont assuré la prise en compte de nos conclusions dans les débats sur le terrain concernant l'intégration régionale. Nous poursuivrons cette tâche en 2017 et au-delà dans le cadre du projet PEDRO, qui étend le champ de notre étude à la dynamique de l'économie politique de dix-huit organisations régionales d'Afrique. ■

POINTS CLÉS DE 2016

- En février, après avoir étudié pendant dix-huit mois l'économie politique de l'intégration régionale en Afrique, nous avons publié les conclusions de notre projet PERIA. Les six études de cas analysant ce qui a impulsé et ce qui a entravé cette intégration sont parmi les articles les plus lus sur notre site web.
- La présentation de notre étude PERIA devant la Commission de l'UA nous a permis d'intégrer nos conclusions dans le dialogue régional en les communiquant à un large auditoire composé notamment de responsables de l'Union africaine et de représentants des CER elles-mêmes. Les débats sur les possibilités et les contraintes, les moteurs et les freins de l'intégration régionale en Afrique s'en sont trouvés enrichis. L'exemple par excellence d'une opportunité de faire passer notre analyse de la théorie à la pratique.
- En avril, nous avons présidé une session consacrée à l'intégration régionale en Afrique centrale lors d'un événement organisé par le programme des Nations unies pour le développement (PNUD), la Commission européenne et deux communautés économiques régionales (Communauté économique des États d'Afrique centrale (CEEAC) et Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC)).
- Nous avons organisé à Bruxelles une série de séminaires axés sur l'examen des conclusions du projet PERIA et leur mise en corrélation avec d'autres travaux académiques : le lancement de l'ouvrage de Daniel Bach « Regionalism in Africa », un rapport de Frederik Söderbaum sur le rôle des bailleurs de fonds dans la promotion de l'intégration régionale, et la présentation par Paul Brenton des récents travaux consacrés par la Banque mondiale à l'économie politique de l'intégration régionale.
- Nous avons participé, à l'invitation de l'Union africaine et de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CENUA), à la semaine africaine du commerce. Nous appuyant sur les études réalisées dans le cadre du projet PERIA, nous avons organisé à cette occasion une session consacrée aux partenariats en faveur de l'intégration régionale qui a suscité un débat animé parmi les parties prenantes et décideurs politiques, qui ont exprimé leur vive appréciation à l'égard de notre travail sur ce thème.

Pour en savoir plus à propos de notre travail concernant l'intégration régionale en Afrique ou nous faire part de certaines idées, n'hésitez pas à consulter la page ecdpm.org/peria de notre site ou à prendre contact avec Jan Vanheukelom, Bruce Byiers ou Kathleen van Hove via ecdpm.org/people.





Faten Aggad (ECDPM) préside un panel sur la coopération entre l'UE, la Chine et l'Afrique, organisé par la Fondation Konrad Adenauer à Bruxelles, Belgique. Photo de la Fondation Konrad Adenauer.

LE SAVIEZ-VOUS ?



... en 2016, l'Afrique a connu 15 élections présidentielles à la suite desquelles neuf présidents ont été réélus et six pays seulement ont changé de leadership.



LES OBJECTIFS MONDIAUX

... l'Afrique a besoin chaque année de 614 à 638 milliards de dollars US pour mettre en œuvre les objectifs mondiaux, selon le Réseau des solutions pour le développement durable.



DYNAMIQUE DU CHANGEMENT EN AFRIQUE

Faten Aggad, responsable de programme :
notre action et sa raison d'être

Nos domaines de compétence :

gouvernance, financement du développement, société civile, objectif mondial 16, architecture africaine de gouvernance, agenda 2063, coopération régionale, institutions africaines

“

L'évènement a suscité la réflexion, clairement exposé des points de vue inédits, rassemblé une diversité de personnes et suscité des discussions intéressantes.

Fonctionnaire du ministère néerlandais des affaires étrangères à propos de l'évènement en lien avec l'Union africaine

Le développement durable ne se résume pas à une transformation économique. Il s'avère en effet tout aussi important de mettre en place des structures de gouvernance capables de soutenir les dynamiques sociétales du changement. Or, en dépit des avancées majeures accomplies à cet égard, le continent africain reste confronté à de fréquentes émeutes sociales et violences électorales. Notre but est d'aider les institutions africaines à prévenir ces effets d'une faible gouvernance.

Nos travaux de recherche et d'analyse portent sur les initiatives en cours et les cadres en place en matière de gouvernance en Afrique. Nous déterminons ce qui a – et ce qui n'a pas – bien fonctionné et renvoyons nos conclusions vers nos partenaires africains. De même, nous fournissons aux partenaires européens et mondiaux du développement des informations concernant la dynamique du changement en Afrique et les initiatives africaines destinées à relever les défis en matière de gouvernance.

Nous nous efforçons également de mettre en relation différents partenaires œuvrant aux mêmes objectifs – à l'intérieur de l'Afrique, mais également entre Afrique et Europe, et entre Afrique et coalitions internationales. Notre but est de veiller à une mise en corrélation des stratégies et des priorités, et à leur adaptation aux réalités du continent africain.

Notre travail porte principalement sur l'architecture africaine de gouvernance (AAG), cadre institué par l'Union africaine en 2010 en vue d'une meilleure mise en relation des initiatives nationales et régionales dans une perspective d'amélioration de

la gouvernance sur l'ensemble du continent. Nous nous intéressons en particulier aux dimensions régionales et continentales en établissant des liens avec les cadres de paix et de sécurité.

Nos partenaires sont la Commission de l'UA, la Banque africaine de développement, les communautés économiques régionales (CER) africaines, des groupes de réflexion en Afrique et en Europe, les institutions de l'UE et des organisations de la société civile.



LES ENSEIGNEMENTS DE L'ANNÉE

Les succès à notre actif

Nous avons consacré des efforts considérables à l'animation de débats sur des questions litigieuses entre l'Europe et l'Afrique. L'une et l'autre des parties ont mis en place leur propres processus – qu'il s'agisse de l'AAG du côté africain ou de cadres en matière de gouvernance et de justice du côté de l'UE – mais il n'en reste pas moins important que les différents acteurs échangent en toute franchise leurs points de vue sur diverses problématiques. L'ECDPM a fourni la plateforme de ce dialogue et nos efforts ont été très appréciés par de nombreuses parties prenantes.

Les améliorations possibles

Notre équipe a été tenue cette année de concrétiser les projets financés, ce qui a exercé une pression considérable sur notre aptitude à trouver le juste équilibre entre stratégie et demande. Nous devons mieux pondérer ces deux types de besoins au cours de l'année à venir.

POINTS CLÉS DE 2016

Découvrez l'ensemble de nos publications et événements 2016 sur ecdpm.org/africa-change-dynamics/2016.

FÉVRIER



Nous avons publié un rapport sur notre action en Tunisie au cours des deux dernières années. Il est l'aboutissement de notre engagement à l'égard de questions importantes pour les relations entre l'Europe et l'Afrique du Nord. Nous continuerons de travailler dans ce domaine en 2017 via un partenariat avec le Centre des études méditerranéennes et internationales (CEMI) de Tunis (voir également en page 33).

MAI



Nous avons animé un débat à propos du nouveau partenariat arabo-néerlandais Shiraka, entre le ministère néerlandais des affaires étrangères et les ambassades des Pays-Bas dans différents pays arabes. Le gouvernement néerlandais vise à soutenir au travers de cet accord de partenariat une transition démocratique durable dans la région arabe.



SEPTEMBRE



Nous avons participé à la retraite des ambassadeurs africains auprès de l'UE et fait part à cette occasion de nos réflexions à propos des avancées de l'Afrique dans la mise en œuvre de l'agenda 2030 et à propos du programme de financement du développement mondial exposé à Addis-Abeba en 2015. Nos contributions ont principalement porté sur la fiscalité, la bonne gouvernance et les flux illicites de capitaux en provenance d'Afrique.



Nous avons organisé à La Haye, en collaboration avec la représentation spéciale des Pays-Bas auprès de l'Union africaine et la Plateforme néerlandaise de connaissances sur la sécurité et l'État de droit, une journée de discussion axée sur la coopération entre l'Europe et l'Afrique en matière de prévention des conflits et de gouvernance, la justice internationale, les migrations et la coopération au niveau des Nations unies. Cette session, qui a rassemblé des experts et diplomates africains et des fonctionnaires de l'UE et des représentants du ministère néerlandais des affaires étrangères, a été un espace très apprécié de franche discussion à propos des diverses perceptions de la coopération actuelle et future.

OCTOBRE



Nous avons réalisé un reportage « Shorthand Social » en ligne expliquant le fonctionnement de l'Union africaine et son rôle pour relever les défis de l'Afrique.



Après que plusieurs pays africains avaient annoncé leur éventuel retrait de la Cour pénale internationale, nous avons publié un rapport décrivant différents points de vue africains concernant cette institution et expliquant la corrélation entre questions liées à la justice et initiatives africaines en matière de gouvernance. Nous avons également été invités à faire part de ces conclusions à la conférence des États parties au Statut de Rome à laquelle assistaient des représentants de la société civile, des représentants officiels de pays d'Afrique et d'Europe et des délégués de l'Union africaine (voir également en page 34).



Nous avons diffusé les résultats de nos travaux de recherche et d'analyse à un large public grâce à des contacts médias en Afrique et en Europe. Nos contributions et articles concernant la dynamique du changement en Afrique ont paru, entre autres, dans Newsweek, Deutsche Welle et AllAfrica, et cités dans des émissions de la South African Broadcasting Corporation.

NOVEMBRE



Nous avons fait paraître une publication sur les différents points de vue exprimés en Europe et en Afrique à propos de la crise des réfugiés et de l'afflux croissant de migrants. Très favorablement accueilli, il a alimenté les discussions sur l'avancement de la coopération entre les deux continents, un an exactement après le sommet de la Valette sur les migrations.



Nous avons pris part à la réunion de la Commission de l'UA consacrée à l'examen décennal du cadre africain de reconstruction et de développement post-conflit. Les participants ont examiné ensemble les progrès réalisés et les défis à relever par les institutions africaines en matière de prévention des conflits et de reconstruction. Nous avons souligné qu'il était important de réduire le retard dans la mise en œuvre de l'architecture africaine de gouvernance (AAG) en resserrant davantage les liens entre celle-ci et d'autres cadres pertinents.

DÉCEMBRE



Nous avons animé une réunion entre fonctionnaires de l'UE, délégués de l'Union africaine et représentants de groupes de réflexion chinois et africains, consacrée aux perspectives de coopération entre la Chine, l'UE et l'Afrique.



Nous avons achevé un programme de soutien institutionnel de trois ans à l'intention de la délégation de l'UE à Madagascar, destiné à modifier en profondeur les stratégies d'engagement auprès de la société civile. Il a notamment engendré de nouvelles approches pour habiliter la société civile et obtenir un financement plus durable.

L'ÉVOLUTION DES RELATIONS ENTRE L'EUROPE ET L'AFRIQUE DU NORD

L'Afrique du Nord, berceau d'une série de révolutions qui ont changé le paysage politique de la région, a été le théâtre de profondes transformations depuis 2010 – année qui a vu la plupart des pays d'Afrique du Nord balayés par une vague de troubles relevant du « printemps arabe ». Si certains d'entre eux se sont engagés depuis dans un processus de transition sans doute en bonne voie, d'autres sont restés instables et demeurent aux prises avec des clivages socioéconomiques, politiques et idéologiques profondément ancrés.

La Tunisie, par exemple, a ouvert ses portes à la démocratie et procédé à une série de réformes, alors que l'Égypte a connu de sérieux revers en termes de liberté et un nombre croissant de violations des droits de l'homme. Dans le même temps, la Libye voisine a continué d'être déchirée par la guerre civile. Plus récemment, la montée du phénomène migratoire – qui a fait de l'Afrique du Nord une porte d'accès à l'Europe pour les réfugiés et les migrants – a considérablement modifié elle aussi le paysage sociopolitique de la région.

Ces différents facteurs ont inmanquablement affecté les relations entre l'Europe et l'Afrique du Nord qui ont cherché, l'une et l'autre, à traduire ces impacts en une série de politiques et d'accords de partenariat. Mais un partenariat plus moderne, stratégique et réaliste exige que les acteurs aient une meilleure connaissance de leur histoire, de leur dynamique sociétale et de leurs intérêts politiques et économiques respectifs.

L'ACTION DE L'ECDPM

Nous réunissons des acteurs européens et nord-africains et stimulons un dialogue sur les principaux éléments susceptibles de faciliter la construction de partenariats stratégiques. Nous nous efforçons au travers de nos recherches axées sur les politiques de faire la lumière sur les rapports de force en jeu, de même que sur les intérêts politiques et économiques et les motivations qui entravent ou qui favorisent le changement. Nous étayons également les politiques européennes au travers d'un soutien dans la région afin de les rendre plus réalistes, pragmatiques et stratégiques.

En 2016, nos efforts ont principalement porté sur la décentralisation en Tunisie avec l'examen des initiatives en cours de la part du gouvernement et de la société civile. Nous avons suivi par ailleurs avec la plus grande attention la dynamique migratoire tant en Europe qu'en Afrique en nous intéressant particulièrement aux propositions de l'UE en matière de gestion de la crise migratoire et des réfugiés, et en analysant les réactions des pays nord-africains. ■

POINTS CLÉS DE 2016

- Nous avons consacré une série de publications et de blogs à la dynamique du changement en Afrique du Nord et à l'approche de l'UE dans la région. Les thèmes abordés allaient de l'autonomisation locale et la démocratie en Tunisie aux objectifs commerciaux et de développement de l'UE en Afrique du Nord. Nous avons également mis en ligne un dossier regroupant l'ensemble de notre action dans la région.
- Nous avons resserré nos liens de partenariat avec des partenaires locaux en Tunisie – et avec le Centre des études méditerranéennes et internationales (CEMI) en particulier – par le recrutement, en coopération avec le CEMI, de la jeune spécialiste internationale Tasnim Abderrahim. Après avoir fait partie de l'équipe « Dynamique du changement » au sein de l'ECDPM pendant six mois, elle travaillera au CEMI d'avril à septembre 2017. Pour de plus amples informations concernant le programme international pour jeunes spécialistes, voir la page 42.
- Nous avons jeté les bases d'un projet de recherche axé sur l'analyse du partenariat entre l'Europe et l'Afrique du Nord dans la perspective de la migration. Les premiers résultats de ce projet – une série de blogs – devraient être publiés dans le courant du premier trimestre 2017.
- Nous avons animé une discussion à propos du nouveau partenariat arabo-néerlandais Shiraka, entre le ministère néerlandais des affaires étrangères et les ambassades des Pays-Bas dans différents pays arabes. Le gouvernement néerlandais vise à soutenir au travers de cet accord de partenariat une transition démocratique durable dans la région arabe.

Pour en savoir plus à propos de notre travail concernant l'Afrique du Nord ou nous faire part de certaines idées, n'hésitez pas à consulter la page ecdpm.org/eunorthafrica de notre site ou à prendre contact avec Faten Aggad via ecdpm.org/people.

POURQUOI CERTAINS PAYS AFRICAINS TOURNENT LE DOS À LA COUR PÉNALE INTERNATIONALE

En 2016, plusieurs pays africains ont fait part de leur intention de se retirer de la Cour pénale internationale (CPI). Cette tendance s'est toutefois inversée après que l'Afrique du Sud et la Gambie retirent leurs notifications en ce sens aux Nations unies, laissant le Burundi comme seul pays demandant aujourd'hui son retrait. Mais qu'est-ce qui a motivé tout cela au départ ?

Des États membres de l'Union africaine tels que le Sénégal, le Niger, la République du Congo et l'Ouganda ont joué un rôle clé dans la conclusion du traité qui crée la CPI, à savoir le Statut de Rome, mais des tensions se sont accumulées entre l'Union africaine et la CPI au cours des dix dernières années. On trouve au cœur de leur désaccord un enchevêtrement de problématiques parmi lesquelles des questions d'immunité et de procédure ainsi que l'incapacité de la Cour de s'élargir à d'autres membres.

Même si l'apaisement semble de mise pour le moment, les événements de 2016 sont révélateurs de tensions au sein du système de justice internationale. Le défi majeur pour l'avenir sera l'édification d'un système équitable capable de rendre justice aux victimes des conflits en Afrique.

L'ACTION DE L'ECDPM

Une contribution utile aux débats sur ce sujet litigieux exige impérativement de comprendre toute la complexité des événements intervenus en 2016. Aussi avons-nous procédé à un examen plus approfondi des points de vue des différents pays africains envisageant de se retirer de la Cour. Quelles étaient précisément les raisons de leur démarche ? Nous nous sommes également penchés sur le rôle de l'Union africaine dans les récents événements, et nous avons analysé diverses alternatives par lesquelles l'Afrique assumerait le rôle de la CPI à l'échelon continental, régional ou national. ■



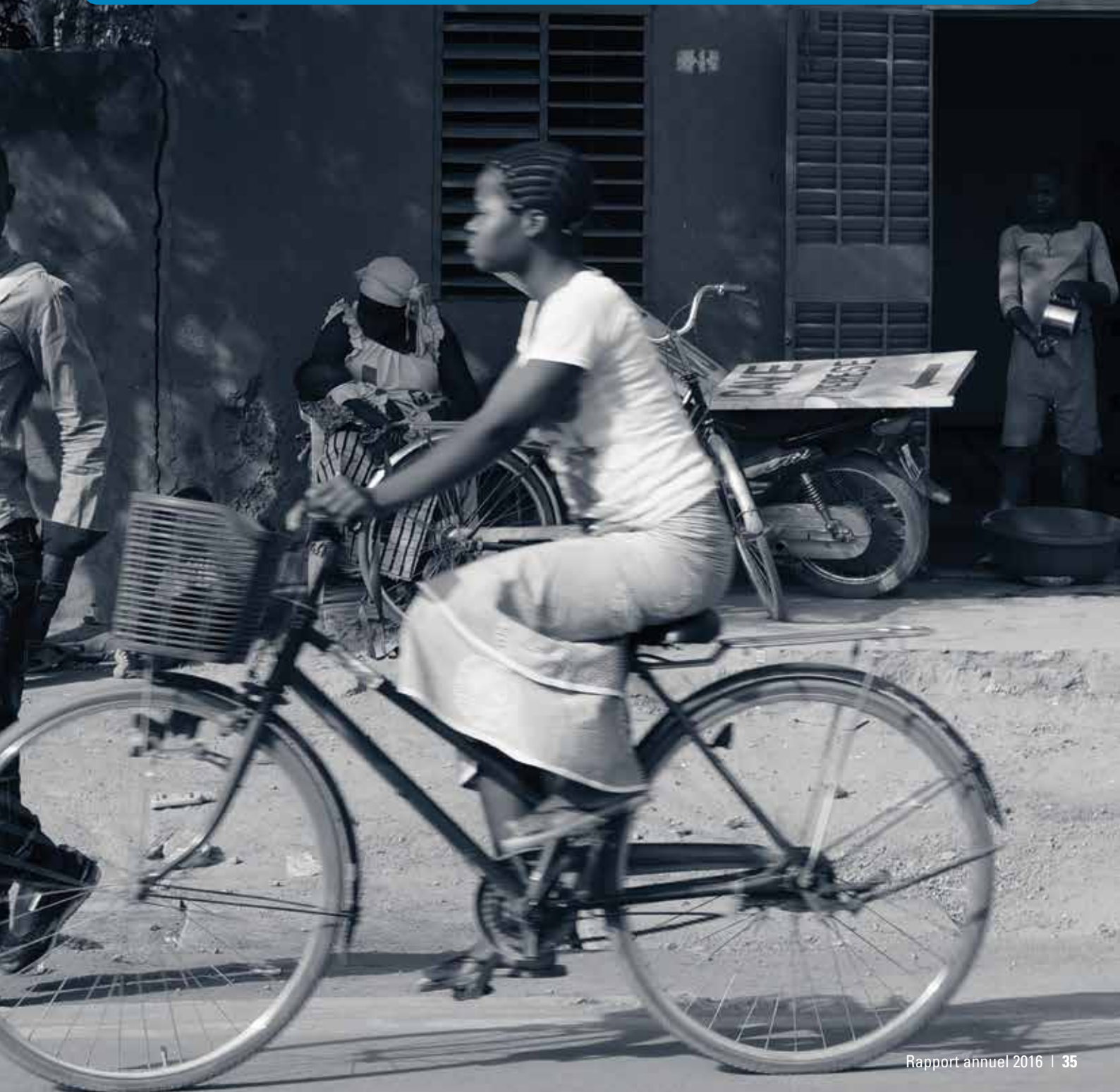
POINTS CLÉS DE 2016

- Nous avons publié un document d'analyse des différents points de vue africains sur la CPI et étudié les liens entre les questions relevant de la justice et les initiatives africaines en matière de gouvernance. Ce document, très largement lu et discuté, s'est avéré une contribution pertinente et opportune aux débats.
- Nous avons fait part des conclusions de notre analyse sur l'Afrique et la CPI à la conférence des États parties au Statut de Rome à laquelle assistaient des représentants

de la société civile, des représentants officiels de pays d'Afrique et d'Europe et des délégués de l'Union africaine.

- Notre analyse a été relayée par *Newsweek*, qui compte plus de 15 millions de lecteurs dans le monde.

Pour en savoir plus à propos de notre travail concernant les relations entre l'Afrique et la CPI ou contribuer au débat, n'hésitez pas à consulter la page ecpdm.org/iccafrica de notre site ou à prendre contact avec Philomena Apiko, Luckystar Miyandazi ou Faten Aggad via ecpdm.org/people.





Hanne Knaepen (ECDPM) s'exprime sur le commerce du manioc entre la République démocratique du Congo et la Zambie au ministère de l'Agriculture à Kinshasa, République démocratique du Congo. Photo de Serge Sabi, Point focal PDDAA en RDC.

LE SAVIEZ-VOUS ?



... l'Afrique dépense chaque année 35,4 milliards de dollars US pour l'importation de denrées alimentaires alors qu'elle possède 65 % des terres arables sous-exploitées du monde, selon la Banque africaine de développement.



... l'Afrique sera très durement touchée par le changement climatique. Les températures vont s'élever sur ce continent à un rythme 1,5 fois plus rapide que la moyenne mondiale, selon le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Nations unies).



SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Francesco Rampa, responsable de programme :
notre action et sa raison d'être

Nos domaines de compétence :

intégration régionale, cohérence des politiques au service du développement,
PDDAA continental et régional, nutrition, agriculture climato-intelligente,
secteur privé, objectif mondial 2

“

J'espère que la
plateforme laitière
d'Afrique orientale sera
prochainement mise en
place. Persévérez ! Vous
avez le soutien des
parties prenantes !

**Représentant de la
plateforme laitière
du Rwanda**

Le continent africain prend résolument des mesures pour renforcer son secteur agricole et, ce faisant, pour faire cesser la famine. Notre but est d'aider les institutions africaines, les organisations d'agriculteurs et des partenaires internationaux à faire de ce projet une réalité.

Nos travaux de recherche et d'analyse étayent les politiques, les plans d'investissement et les stratégies directement ou indirectement liées à la sécurité alimentaire. Il peut s'agir d'agriculture et de commerce, mais également de développement du secteur privé ou de changement climatique.

Nous faisons œuvrer ensemble différents partenaires en faveur de la sécurité alimentaire en harmonisant leurs actions, en stimulant le dialogue et en créant des partenariats. Nous sommes de fervents défenseurs de la cohérence des politiques au service du développement, considérant que les actions menées dans d'autres domaines que l'agriculture ne devraient ni freiner ni compromettre les progrès accomplis sur la voie de la sécurité alimentaire. Notre objectif ultime est l'instauration de politiques efficaces et viables qui permettent la mise en place de marchés agricoles régionaux solides et un approvisionnement suffisant d'aliments nutritifs pour tous.

Nos activités se concentrent depuis cinq ans sur la principale initiative africaine apportant une réponse structurelle à l'insécurité alimentaire, à savoir le programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA) de l'Union africaine, créé en 2003 pour dynamiser l'agriculture de l'Afrique au plan national, régional et continental. Nous nous sommes plus particulièrement focalisés sur les aspects continentaux et régionaux du PDDAA.

Nous collaborons avec la Commission de l'UA, le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), les communautés économiques régionales (CER) africaines, les organisations régionales d'agriculteurs, le secteur privé, des groupes de réflexion et des partenaires internationaux du développement.



LES ENSEIGNEMENTS DE L'ANNÉE

Les succès à notre actif

Nous avons approfondi notre connaissance de la dynamique des chaînes de valeur agroalimentaires régionales d'Afrique orientale, australe et occidentale afin d'aider les partenaires européens du développement et d'autres parties prenantes à soutenir efficacement les processus associés au PDDAA. Nous avons également favorisé un resserrement des liens avec des acteurs locaux, nationaux et régionaux, tant publics que privés, en vue d'un engagement public-privé davantage inclusif et ciblé.

Les améliorations possibles

Nous devons nous efforcer de traduire davantage notre savoir en recommandations ciblées et veiller à intégrer de façon plus systématique les questions de durabilité environnementale et de résistance au changement climatique dans l'ensemble de notre travail. Nous devons enfin, forts de nos connaissances et réseaux améliorés, intensifier notre participation aux débats internationaux sur le rôle des acteurs du secteur privé dans la sécurité alimentaire.

POINTS CLÉS DE 2016

Découvrez l'ensemble de nos publications et événements 2016 sur ecdpm.org/food-security/2016.

MARS



En collaboration avec l'Association pour le renforcement de la recherche agricole en Afrique centrale et orientale (ASARECA) et l'International Livestock Research Institute (ILRI), nous avons animé à Nairobi un atelier consacré au développement de la chaîne de valeur laitière. Il a réuni des parties prenantes de ce secteur au Kenya, en Ouganda et au Rwanda qui se sont penchés sur les blocages et sur les moyens de stimuler la chaîne de valeur laitière en Afrique orientale. Un atelier de suivi a eu lieu en septembre.



AVRIL



Nous avons animé un panel dans le cadre d'un atelier organisé à Accra par le programme des Nations unies pour le développement (PNUD) sur l'avancement des chaînes de valeur agro-alimentaires en Afrique. Des représentants de trois organisations régionales – COMESA, CEDEAO et IGAD – ont partagé leurs expériences en matière de promotion de chaînes de valeur transfrontalières dans leurs régions respectives. Le COMESA est le marché commun de l'Afrique orientale et australe, la CEDEAO est la communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, et l'IGAD est l'autorité intergouvernementale pour le développement de l'Afrique.

MAI



Nous avons contribué, en nous concentrant sur l'agriculture et la sécurité nutritionnelle, à une évaluation par la Commission européenne du soutien apporté par l'UE à la recherche et l'innovation en faveur du développement dans les pays partenaires entre 2007 et 2013 (le montant total dépassant le milliard d'euros). L'évaluation était placée sous la direction de l'ECDPM et de Particip.



Nous avons animé lors du forum annuel des investissements organisé par Grow Africa une session consacrée aux politiques de promotion des investissements dans les chaînes de valorisation du riz. Notre contribution s'appuyait sur plusieurs déplacements en Afrique de l'Ouest au cours desquels nous avons engagé le dialogue avec des acteurs privés, tant publics que privés, afin de mieux comprendre la dynamique de la filière du riz. Ces voyages ont également suscité un intérêt pour une plateforme régionale dans ce secteur, analogue à la plateforme laitière régionale que nous nous attachons à créer en Afrique orientale en collaboration avec des parties prenantes locales.



Nous avons réalisé un numéro spécial de la revue *GREAT Insights* qui rassemble les idées d'experts en climatologie pour concrétiser les engagements pris en 2015 dans le cadre de l'accord de Paris sur le climat. Les contributeurs ont évoqué les défis à relever par l'Afrique dans les domaines de l'agriculture, du commerce, de la paix et de la sécurité, mais également mis en évidence un certain nombre d'opportunités.

JUIN



Nous avons animé, en collaboration avec le CEDRES (Centre d'études, de documentation et de recherches économiques et sociales), groupe de réflexion basé à Ouagadougou, une réunion inclusive consacrée à l'incidence des politiques européennes sur la sécurité alimentaire au Burkina Faso. La consultation a alimenté notre étude sur la cohérence des politiques au service de la sécurité alimentaire dans le pays, qui a consisté à analyser les politiques affectant les liens entre le commerce et la sécurité alimentaire. Cette mission, qui fait suite à notre étude pilote en Tanzanie, nous a aidés à affiner notre méthodologie pour le suivi de la cohérence des politiques au service de la sécurité alimentaire au niveau national.

JUILLET



Nous avons produit, en collaboration avec l'African Studies Centre de Leiden et l'Institut de recherche sur l'économie agricole de l'université de Wageningen, un rapport sur la dynamique d'intégration régionale en Afrique de l'Ouest, destiné à la plateforme néerlandaise de connaissances sur l'alimentation et la sécurité nutritionnelle (F&BKP). Dans la même veine, nous avons produit un document sur les schémas et obstacles observés dans la région en termes de commerce agricole et alimentaire avec une cartographie des principaux acteurs et facteurs qui façonnent les flux commerciaux régionaux.



OCTOBRE



Nous avons exposé les défis et les opportunités d'une agriculture climato-intelligente lors du deuxième forum de l'Alliance africaine pour une agriculture intelligente face au climat, organisé à Nairobi. Notre invitation à participer à cet événement faisait suite à notre présentation sur les enjeux du financement de la lutte contre le changement climatique et la difficulté pour les petits exploitants agricoles d'avoir accès à des fonds mondiaux dans ce domaine – présentation faite en juillet à Nairobi dans le cadre de la réunion du Réseau des acteurs économiques et sociaux UE-Afrique.

DÉCEMBRE



Nous avons étudié avec l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) de quelle manière le commerce régional de légumineuses (pois chiches, lentilles et haricots) dans la Corne de l'Afrique pourrait contribuer à la sécurité alimentaire et nutritionnelle de la région. Cette tâche a débouché sur la toute première publication commune ECDPM-FAO, produite dans le cadre de l'Année internationale des légumineuses (Nations unies) (voir également en page 40).



Nous avons obtenu avec quatre universités italiennes un financement du ministère italien de l'éducation, des universités et de la recherche, lequel nous aidera à entamer des activités de recherche et de sensibilisation visant à promouvoir des systèmes alimentaires durables en Afrique – en soutien du travail mené par des parties africaines et européennes et de processus pilotés par la FAO, le comité de la sécurité alimentaire mondiale et d'autres agences internationales basées à Rome.

AFRIQUE DE L'OUEST : COMMENT LA RÉGION PEUT-ELLE SUBVENIR À SES PROPRES BESOINS ALIMENTAIRES ?

Lorsqu'une région dotée d'un potentiel exceptionnel en termes de production alimentaire importe des volumes croissants de vivres, il vaut la peine de se demander pourquoi elle ne parvient pas à se nourrir plutôt elle-même. L'Afrique de l'Ouest correspond à ce profil avec une balance commerciale alimentaire paradoxalement déficitaire. En dépit d'un potentiel élevé, cette région n'exporte en effet qu'une gamme très étroite de produits avec une prédominance des industries extractives et quelques produits agricoles tels que le cacao.

Dans le même temps, la région importe des denrées alimentaires en provenance de sources non africaines car non seulement la production locale n'a pas été en mesure de répondre à une demande croissante, mais les échanges intrarégionaux sont restés très limités. Qu'est-ce qui a empêché l'Afrique de l'Ouest d'exploiter son potentiel agricole ? Pourquoi semble-t-il plus facile aux pays d'Afrique de l'Ouest d'importer des denrées alimentaires de provenances lointaines plutôt qu'entre eux ?

Répondre à ces questions s'avère particulièrement difficile du fait notamment que 75 % environ des échanges intrarégionaux sont informels et non documentés. Cette pénurie de données crée un « angle mort » non seulement pour ce qui concerne les volumes commerciaux, mais également leur composition, leur profil géographique et leur dynamique. Quels sont les types de marchandises transportés et suivant quels itinéraires ? Quels sont les échanges qui contournent les grands corridors économiques ? Qui sont les acteurs des chaînes de valeur et quels obstacles rencontrent-ils ? Autant de questions qui doivent trouver réponse afin que puissent être élaborées des politiques globales à l'appui de la sécurité alimentaire et d'un développement inclusif.

L'ACTION DE L'ECDPM

Étant donné que la dynamique du commerce intrarégional en l'Afrique de l'Ouest ne peut être correctement établie sur la base de documents et de statistiques, l'ECDPM s'est intéressée de plus près à la réalité ainsi qu'au développement de chaînes de valorisation de l'agriculture. Pour faire toute la lumière sur cette dynamique, nous avons concentré notre analyse sur les cultures et l'élevage – deux secteurs stratégiques pour la sécurité alimentaire.

En améliorant la compréhension et en facilitant le dialogue entre les parties prenantes, nous visons à étayer la conception et la mise en œuvre de politiques efficaces qui tiennent compte des aspects relevant de l'économie politique et qui rendent justice à la réalité de terrain. Notre analyse des moteurs et des freins agissant sur les chaînes de valeur et les corridors commerciaux de la région est une nouvelle fenêtre ouverte sur le commerce en Afrique de l'Ouest. ■

POINTS CLÉS DE 2016

- En avril et en mai, nous nous sommes rendus au Bénin, au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, au Ghana, au Nigeria, au Mali et au Niger pour interviewer les principaux acteurs du secteur public et privé, des associations régionales et nationales de producteurs, des partenaires techniques et financiers, des ONG et des experts en matière de chaînes de valeur. Ces missions ont permis de rassembler de nouvelles informations sur la réalité du terrain.
- Une étude exploratoire réalisée en collaboration avec l'African Studies Centre de Leiden et l'Institut de recherche sur l'économie agricole de l'université de Wageningen a permis de présenter un tableau davantage contextualisé et plus complet de l'actuelle coopération du gouvernement néerlandais avec l'Afrique de l'Ouest tout en proposant une réflexion prospective en termes d'options stratégiques.
- En septembre, nous avons apporté notre contribution à la deuxième réunion du groupe de contact du programme d'accélération des échanges en Afrique de l'Ouest (ATWA) qui s'est tenue à Abidjan. Nous avons participé aux discussions sur la création de corridors de transport dans la perspective d'un développement inclusive en Afrique de l'Ouest, en ce compris les chaînes de valeur agroalimentaires.

Pour en savoir plus à propos de notre travail concernant les chaînes de valeur en Afrique de l'Ouest ou nous faire part de certaines idées, n'hésitez pas à consulter la page ecdpm.org/westafricavaluechains de notre site ou à prendre contact avec Fabien Tondel, Sean Woolfrey ou Carmen Torres via ecdpm.org/people.



LÉGUMINEUSES : LE POTENTIEL CACHÉ DES POIS CHICHES, DES LENTILLES ET DES HARICOTS

Lorsque l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a déclaré que 2016 serait l'année internationale des légumineuses, nombreux sont ceux qui ont dû chercher la signification de ce terme. Pourquoi exactement les pois chiches, les lentilles et les haricots sont-ils aussi importants pour la sécurité alimentaire dans le monde ?

Les légumineuses offrent un potentiel immense pour le développement durable. Ils sont, en termes de valeur nutritive, l'une des sources les moins chères de protéines pour de nombreuses populations, en particulier dans les pays pauvres. Les légumineuses peuvent donc contribuer à la lutte contre la sous-alimentation et la malnutrition. À l'heure où l'obésité est un problème croissant, la sécurité alimentaire ne désigne plus seulement le fait d'avoir suffisamment à manger, mais également le fait de manger sainement.

Les légumineuses peuvent également contribuer à ce que les pratiques agricoles résistent mieux au climat. Plusieurs d'entre elles supportent étonnamment bien la sécheresse. Elles permettent d'améliorer la qualité du sol, d'accroître le rendement des récoltes céréalières lorsqu'elles sont cultivées en alternance et d'obtenir souvent de bon prix sur les marchés locaux. Or les légumineuses tendent à être négligées, tant par les acteurs publics que privés. L'insuffisance chronique de financements et de recherches fait que le potentiel des légumineuses n'a pas encore été pleinement exploité.

L'ACTION DE L'ECDPM

Notre étude des raisons pour lesquelles une denrée aussi prometteuse que les légumineuses n'est pas à la hauteur de son potentiel alors qu'elle pourrait jouer un rôle majeur en faveur du développement durable, s'est concrétisée par une analyse de la chaîne de valeur. De manière plus spécifique, nous avons étudié avec la FAO la dynamique du commerce régional de légumineuses dans la Corne de l'Afrique.

Nous avons posé trois questions fondamentales : Quelles sont les opportunités offertes au commerce des légumineuses dans la région ? Quelles sont les difficultés à surmonter au niveau de la chaîne de valeur ? De quelle manière un dialogue public-privé peut-il contribuer à exploiter le potentiel considérable des légumineuses ?

Nous avons diffusé nos conclusions dans une publication conjointe ECDPM-FAO qui, parue en 2016, a permis d'accroître la sensibilisation à l'égard du potentiel des légumineuses et de faire mieux connaître les contraintes au niveau des chaînes de valeur. Nous poursuivrons la collaboration sur ce thème au cours des prochaines années en étendant la portée de nos recherches à d'autres régions. ■



POINTS CLÉS DE 2016

- Notre toute première publication conjointe avec la FAO a examiné et fait mieux connaître le commerce régional des légumineuses dans la Corne de l'Afrique. Nous allons poursuivre cette nouvelle coopération avec d'autres projets communs qui élargiront la portée de l'étude initiale.
- Les recherches effectuées dans le cadre de notre étude sur les légumineuses nous ont notamment conduits à Khartoum au Soudan. Les partenaires exerçant une activité dans ce pays sont relativement rares, de sorte que les

recherches y sont encore embryonnaires. L'étude de la dynamique qui sous-tend la production et le commerce des légumineuses au Soudan a été pour nous une source précieuse d'informations sur le développement local.

Pour en savoir plus à propos de notre travail concernant les légumineuses ou nous faire part de certaines idées, n'hésitez pas à consulter la page ecdpm.org/pulses de notre site ou de prendre contact avec Francesco Rampa, Paulina Bizzotto Molina ou Sean Woolfrey via ecdpm.org/people.



Fabien Tondel (ECDPM) visitant un supermarché à Ouagadougou, Burkina Faso. Photo de Carmen Torres, ECDPM.



ASMITA PARSHOTAM ÉVOQUE SON EXPÉRIENCE DE JEUNE SPÉCIALISTE INTERNATIONALE À L'ECDPM

Asmita Parshotam a travaillé au sein de l'équipe « Renforcement de l'action extérieure de l'Europe » de l'ECDPM pendant une année (avril 2015 à avril 2016).

« J'ai énormément apprécié cette occasion d'apprendre à connaître les institutions de l'UE et les politiques associées à leur fonctionnement – un domaine qui m'était pratiquement inconnu jusque-là. La familiarisation avec un travail axé sur les politiques est par ailleurs un acquis déterminant pour mes perspectives d'avenir.

Il est important pour l'ECDPM de tirer parti de ce que les effectifs africains peuvent lui apporter dans le cadre de ses programmes. Nous contribuons notamment à intégrer des points de vue africains dans son action et ses programmes.

Tous les membres de l'équipe se sont montrés serviables et disponibles, ce qui m'a réellement aidée à y trouver aisément ma place. J'ai noué des liens d'amitié durant mon

séjour à l'ECDPM et je suis restée en contact avec plusieurs collègues. » ■

Asmita Parshotam travaille actuellement en qualité de chercheuse à l'Institut sud-africain des affaires internationales (SAIIA). Elle a pris part en juin 2016 à une émission en direct de la télévision nationale sud-africaine concernant les répercussions du Brexit (voir la photo ci-dessous).



PROGRAMME INTERNATIONAL POUR JEUNES SPÉCIALISTES



Asmita Parshotam
Afrique du Sud



Tarila Marclint Ebiede
Nigéria



Rivaldo Kpadonou
Bénin



Tasnim Abderrahim
Tunisie

“

J'ai énormément apprécié d'apprendre à connaître les institutions de l'UE et les politiques associées à leur fonctionnement – un domaine qui m'était pratiquement inconnu jusque-là.

Asmita Parshotam,
membre du programme
YIP en 2016

Le programme international pour jeunes spécialistes (YIPP) de l'ECDPM offre à des jeunes chercheurs d'Afrique l'occasion de faire partie de l'une des équipes stratégiques pendant une période de six à douze mois. Il vise à susciter des échanges dynamiques de connaissances et de vues et un resserrement des réseaux.

Nous proposons au travers de ce programme une formation pratique en coopération internationale et en étude des politiques de développement, dans une perspective UE et UE-Afrique en particulier. Nos jeunes spécialistes internationaux nous font bénéficier en retour d'une expertise spécifique en matière de contenu et d'une réelle perception de la manière dont les jeunes africains envisagent les problématiques auxquelles nous travaillons – ce qui nous aide à mettre nos points de vue et nos habitudes en question.

Le programme crée et consolide également des liens avec des instituts partenaires en Afrique. Plusieurs jeunes spécialistes ont été recrutés en coopération avec des organisations africaines et partagent leur temps entre l'ECDPM et notre institut partenaire.

Depuis l'inauguration du programme en 2013, neuf jeunes spécialistes en provenance du Bénin, du Burundi, d'Éthiopie, du Kenya, Nigeria, d'Afrique du Sud et de Tunisie sont venus renforcer nos équipes. Il s'agissait en 2016 de

- Asmita Parshotam (Afrique du Sud) dans l'équipe « Renforcement de l'action extérieure de l'Europe »
- Tarila Marclint Ebiede (Nigéria) dans l'équipe « Conflits, sécurité et résilience »

- Rivaldo Kpadonou (Bénin) dans l'équipe « Sécurité alimentaire »
- Tasnim Abderrahim (Tunisie) dans l'équipe « Dynamique du changement en Afrique »



LES ENSEIGNEMENTS DE L'ANNÉE

Les succès à notre actif

Les chercheurs YIP ont enrichi le travail de l'ECDPM de leurs précieuses connaissances et expériences, et d'un éclairage africain – ce qui a parfois remis en question nos propres points de vue et habitudes, mais nous a permis d'approfondir notre rôle d'intermédiaire. Les jeunes spécialistes internationaux apprécient eux aussi le temps passé à l'ECDPM, qui les aide à acquérir de nouvelles compétences, à se faire connaître d'autres réseaux et à élargir leurs perspectives de carrière.

Les améliorations possibles

Le réseau d'anciens YIP, dont nous avons envisagé la création l'an dernier, n'a pas encore vu le jour et reste à l'ordre du jour pour l'année à venir. Par ailleurs, les participants au programme YIP n'ont pas toujours été affectés à des projets en corrélation optimale avec leurs compétences et leur expertise – un point sur lequel nous devons nous montrer plus vigilants à l'avenir.

Si vous vous intéressez au programme YIP ou aux possibilités de participation actuellement ouvertes, n'hésitez pas à consulter la page ecdpm.org/yipp de notre site ou à prendre contact avec Kathleen van Hove via ecdpm.org/people.



APPUI À L'APPRENTISSAGE ET À LA QUALITÉ

James Mackie, responsable d'unité :
notre action et sa raison d'être

« L'apprentissage, la qualité et l'innovation restent au cœur de toutes nos activités. Nous agissons ainsi avec davantage d'efficacité tout en augmentant notre valeur ajoutée. »

L'unité d'appui à l'apprentissage et à la qualité ou unité LQS (Learning & Quality Support) de l'ECDPM, créée en 2015, veille à ce que l'apprentissage, la qualité et l'innovation reste au cœur de toutes nos activités. Nous agissons ainsi avec davantage d'intelligence et d'efficacité tout en augmentant notre valeur ajoutée. C'est l'impact de l'ensemble du travail de l'ECDPM que l'équipe ambitionne, en définitive, d'augmenter.

L'unité assume quatre responsabilités principales :

Planification et révision. L'unité LQS dirige la planification opérationnelle du Centre ainsi que l'examen périodique des progrès accomplis dans le cadre des différents processus stratégiques auxquels il participe.

Suivi, évaluation, apprentissage et rapportage. Nous renforçons les approches et systèmes du Centre en matière de suivi et de rapportage, et apportons conseils et soutien en vue d'améliorer la qualité de notre travail et de notre apprentissage. L'apprentissage et la révision s'articulent autour de théories du changement formulées pour étayer la mise en œuvre de la nouvelle stratégie de l'ECDPM.

Gestion interne et externe des connaissances. Nous supervisons la gestion interne du savoir, en ce compris les processus organisationnels et les systèmes de données. Nous partageons également notre expertise en matière de gestion des connaissances avec les partenaires du Centre, et nous favorisons l'apprentissage au sein d'une audience plus large via des communautés de pratique, la curation de contenu et des plateformes de savoir et de dialogue.

Conseils et appui aux méthodes d'analyse et problématiques transversales. Nous aidons les programmes et les partenaires de l'ECDPM à affiner leurs approches et méthodes d'analyse (analyse

d'économie politique et évaluation de la cohérence des politiques au service du développement notamment). Notre unité remplit une fonction de conseiller interne sur des dimensions telles que le genre et la sensibilité culturelle.



LES ENSEIGNEMENTS DE L'ANNÉE

Les succès à notre actif

Nous avons effectivement fait de notre nouvelle unité un organe de conseil et d'appui au sein de l'organisation, et réalisé des avancées au niveau de nos pratiques de suivi et d'évaluation – principalement grâce à nos processus s'inscrivant dans la théorie du changement – tout en concrétisant également nos engagements externes à l'égard de nos partenaires.

Les améliorations possibles

En dépit de l'action dynamique de notre task force « genre » pour intégrer cette dimension dans l'ensemble de l'activité du Centre, une telle ambition reste difficile à concrétiser. Nous devons par ailleurs mieux aligner nos systèmes et pratiques internes aux nouvelles exigences en matière de suivi et de rapportage.

POINTS CLÉS DE L'ANNÉE

- Nous avons joué un rôle majeur dans l'élaboration de la nouvelle stratégie du Centre pour la période 2017–2021 et initié des processus s'inscrivant dans la théorie du changement pour 17 nouveaux axes de travail.
- Nous avons créé une task force consacrée au genre afin de mieux intégrer cette dimension dans l'ensemble des études réalisées par le Centre. Nous avons également conseillé les équipes en charge des programmes sur l'application de l'analyse d'économie politique.



■ Nous avons procédé, en collaboration avec Particip, à l'évaluation du soutien apporté par la Commission européenne à la recherche et l'innovation en faveur du développement dans des pays partenaires entre 2007 and 2013 – soutien qui s'est élevé à plus d'un milliard d'euros. Nous avons présenté nos conclusions lors d'un séminaire qui a rassemblé à Bruxelles des hauts fonctionnaires de la Commission européenne prévoyant de donner suite à nos recommandations. Nous avons à nouveau présenté les conclusions de cette évaluation à l'occasion des journées européennes du développement 2016.

■ Nous avons entrepris le réaménagement de notre intranet et de nos systèmes de rapportage et de déplacement afin qu'ils soient conformes aux exigences actuelles dans ces domaines et plus faciles à utiliser pour le personnel.

■ Nous avons développé en collaboration avec la DG Coopération internationale et développement (DEVCO) de la Commission européenne, un module de formation concernant les communautés de pratique. Cette formation donne aux administrateurs du groupe Capacity4Dev des orientations opérationnelles en rapport avec la croissance des communautés, la facilitation et la fourniture de contenu. Nous avons ensuite été invités à animer une session consacrée aux communautés de pratique dans le cadre des journées européennes de développement 2016.

■ Nous avons aidé la DG DEVCO à élaborer des lignes directrices pour la promotion d'approches territoriales du développement local, entre autres,

en veillant à conférer un rôle actif aux autorités locales et régionales. Plusieurs délégations de l'UE sont désormais engagées dans des stratégies d'appui au développement territorial.

■ Nous avons organisé, en collaboration avec le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) et le Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA), un atelier de trois jours consacré à la gestion des connaissances à l'intention de la CEDEAO et du COMESA. L'atelier a été principalement axé sur la sécurité nutritionnelle, le développement agricole et le commerce.

■ Nous avons organisé, en collaboration avec le Groupe international de soutien (GSI), un atelier de deux jours consacré à la facilitation de l'innovation sociale ; il a rassemblé des experts du développement venus du monde entier.

■ Nous avons fait partie d'un consortium de groupes de réflexion qui a effectué un travail préparatoire axé sur la notion de cohérence des politiques au service du développement dans le cadre de l'agenda 2030 en vue du forum politique de haut niveau sur le développement durable organisé à New York en 2016.

■ Nous avons mis en place et animé en ligne une communauté de pratique fermée sur la cohérence des politiques au service du développement. Les membres de cette plateforme sont notamment 25 décideurs de sept pays européens ainsi que des membres de la Commission européenne et de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

NOS RÉSEAUX ET COMMUNAUTÉS

■ Nous animons depuis 2005 le groupe de discussion « Initiative Pelican ». Cette plateforme d'apprentissage basé sur les acquis et de communication en faveur du changement social compte 4 780 membres dans 132 pays.

■ Nous sommes depuis 2011 au nombre des principaux rédacteurs du *Knowledge Management for Development Journal*, qui comptait 39 722 lecteurs.

■ Nous sommes depuis 2002, un membre actif de la communauté KM4Dev, qui comptait 2 392 membres en 2016.

■ Nous sommes depuis 1999 l'un des six membres du réseau Capacity.org, portail de recherche axé sur le développement des capacités sur lequel paraît la revue *Capacity.org*.



NOTRE COMMUNICATION EN 2016

Virginia Mucchi, responsable d'unité (qui nous a rejoints en 2017) : notre action et sa raison d'être

« Notre unité a pour mission de stimuler le dialogue avec les partenaires du Centre et de faire connaître notre travail et nos idées aux bonnes personnes, de la bonne façon et au bon moment. »

La communication est essentielle pour que l'ECDPM remplisse son rôle d'intermédiaire stratégique en faveur d'un dialogue éclairé sur les politiques. Notre unité a pour mission de stimuler le dialogue avec les partenaires du Centre et de faire connaître notre travail et nos idées aux bonnes personnes, de la bonne façon et au bon moment. Cette démarche contribue à renforcer la compréhension et les capacités à l'égard de politiques et de pratiques davantage inclusives.

Elle assure également notre légitimité et notre réputation, et accroît la confiance de nos audiences.

Notre équipe est pluridisciplinaire puisqu'elle regroupe des compétences en matière de médias sociaux, de relations avec la presse, de communication en ligne, de développement de sites web, de rédaction et d'édition, de production multimédia et de publications, de conception graphique et d'organisation de contenu.

La communication de l'ECDPM en 2016



Trafic du site Web

1 339 891 consultations **+52%**

165 689 visiteurs **+5%**



6 355 personnes sur Twitter

+36%



8 601 personnes sur Facebook



152 579 personnes sur Google+



10 302 abonnés à notre bulletin d'information *The Weekly Compass*



5 999 abonnés à notre magazine *GREAT Insights*

Provenance des visiteurs



38% Europe

33% Afrique

14% Amériques

11% Asie

1% Océanie



+16%

Nos vidéos sur YouTube ont été visionnées à **16 173 reprises**



Médias

Des interviews et des articles ont été publiés dans *AllAfrica*, *EurActiv*, *Devex*, *The Guardian*, *Afronline*, *Newsweek*, *The Washington Post* et cités dans des émissions de la Société sud-africaine de radiodiffusion.



+96%

Publications : **39 178** téléchargements



+29%

Blogs : **78 667** lectures



+142%

Articles *GREAT Insights* : **381 713** lectures



68 Publications



36 Blogs



6 Numéros du magazine *GREAT Insights*



35 Vidéos





FINANCES

Roland Lemmens, responsable des services financiers et opérationnels : notre situation financière en 2016

Transparify – une initiative procédant à un classement mondial de la transparence financière des groupes de réflexion (think tanks) – a décerné en juin 2016 sa médaille d'or à l'ECDPM pour la troisième année consécutive. Neuf autres organisations seulement situées dans l'UE ont obtenu cette note maximum.

Plus d'informations sur transparify.org.

2016 a été une année particulière pour l'ECDPM puisqu'elle a marqué la fin d'une période stratégique quinquennale et le début de la suivante – une transition qui a exigé de la part de la direction et du personnel de concrétiser les engagements et ambitions de la stratégie venant à échéance tout en élaborant une stratégie nouvelle permettant au Centre de conserver toute sa pertinence dans un contexte mondial en constante mutation. Il a fallu parallèlement repenser notre action et nos domaines d'impact ainsi que nos structures et systèmes internes.

Nous avons mis en œuvre plusieurs améliorations au niveau de notre gouvernance, de nos politiques et de nos procédures internes en vue de nous préparer efficacement à notre nouvelle période stratégique : révision de notre code de gouvernance et accroissement de notre capacité de levée de fonds, élaboration d'un plan d'investissement et d'un statut des investissements, réforme budgétaire et consolidation de notre cadre de gestion des risques. Nous avons veillé en outre à améliorer l'environnement sur le lieu de travail et à renforcer notre politique en matière de sécurité en matière de déplacements étant donné que les membres de notre personnel opèrent régulièrement dans des zones fragiles et conflictogènes.

2016 n'a pas seulement été une année de transition : elle a également été marquée par une grande incertitude financière. L'accord institutionnel de subvention conclu avec le ministère néerlandais des affaires étrangères, qui constitue la principale source de financement du Centre, est arrivé à échéance en fin d'année. Nous avons formulé une proposition en vue du renouvellement de cette stratégie de coopération, en ce compris une nouvelle subvention quinquennale. Nous avons par ailleurs cherché à consolider et à étendre l'éventail de nos partenaires de financement à l'appui de notre nouvelle stratégie.

Face à ces perspectives incertaines quant à notre financement futur, la direction a pris toutes les

mesures d'efficience possibles. C'est ainsi que les postes vacants ont été mis en attente jusqu'en fin d'année – ce qui s'est inmanquablement traduit par une réduction des capacités en termes d'effectifs. Conjugée aux nombreux et fastidieux engagements internes et externes en cours, cette situation a donné lieu à une pression de travail considérable au niveau du personnel. Il nous faudra veiller à remédier au fil des prochaines années à cette tendance aussi préoccupante qu'insoutenable.

Notre reconnaissance n'en a été que plus grande lorsque les Pays-Bas ont décidé de maintenir leur soutien financier (13,5 millions EUR) pour les cinq prochaines années. De plus, grâce aux diverses mesures budgétaires adoptées, nous avons clôturé l'exercice avec un excédent opérationnel de 309 000 euros.

Conformément à notre nouvelle stratégie, nous avons affecté une partie de cet excédent à la création d'un fonds d'innovation – l'idée étant d'offrir à nos effectifs, et aux plus jeunes d'entre eux en particulier, un espace financier qui leur permette d'expérimenter et d'innover en dépassant le cadre de nos domaines et méthodes de travail traditionnels.

RESPONSABILITÉ ET TRANSPARENCE

Nous nous efforçons de nous conformer aux normes les plus rigoureuses en termes de responsabilité et de transparence. Deux fois par an, un auditeur analyse notre situation financière, nos procédures financières et nos mécanismes de contrôle interne. Il a conclu en 2016 que la direction et le personnel de l'ECDPM avaient pris à cœur la recommandation de renforcer l'environnement de contrôle et le suivi interne. Il a en outre confirmé, comme les années précédentes, que nos états financiers donnent une image fidèle de la situation financière du Centre.

Le rapport de notre auditeur peut être consulté sur ecdpm.org/auditor-report-2016.

NOS BAILLEURS DE FONDS

FINANCEMENT INSTITUTIONNEL

Ministère néerlandais des affaires étrangères, Pays-Bas
€ 2 967 271

Ministère suédois des affaires étrangères, Suède € 284 665

Ministère luxembourgeois des affaires étrangères et européennes, Luxembourg € 284 000

Agence suisse pour la coopération et le développement (SDC), Suisse
€ 277 702

Ministère belge des affaires étrangères, Belgique € 247 500

Irish Aid, Irlande € 189 723

Ministère finlandais des affaires étrangères, Finlande € 155 000

Ministère danois des affaires étrangères, Danemark € 107 183

Agence autrichienne de développement (ADA), Autriche
€ 61 030

FINANCEMENT DE PROGRAMME

Ministère néerlandais des affaires étrangères, Pays-Bas € 616 582

Ministère britannique du développement international (DFID - code: 204500-101, PO 40082120), Royaume-Uni € 296 166

Agence suisse pour la coopération et le développement (SDC), Suisse
€ 114 053

Ministère danois des affaires étrangères, Danemark € 49 444

Ministère belge des affaires étrangères, Belgique € 24 991

Agence autrichienne de développement (ADA), Autriche
€ 21 224

Ministère finlandais des affaires étrangères, Finlande € 11 417

Ministère suédois des affaires étrangères, Suède € 10 585

Ministère luxembourgeois des affaires étrangères et européennes, Luxembourg € 3 556

Irish Aid, Irlande € 2 405

FINANCEMENT DE PROJETS

Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ), Allemagne € 178 648

Particip GmbH, Allemagne € 141 562

Commission européenne - Atos Consulting - CIVILEX, Espagne
€ 129 444

Commission européenne, délégation à Madagascar, Madagascar € 124 919

Ambassade des Pays-Bas en Éthiopie, Éthiopie € 81 476

Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Ghana € 73 899

Ministère britannique du développement international (DFID - PO 40094310), Royaume-Uni € 71 429

Office for Economic Policy and Regional Development (EPRD), Pologne € 47 878

Commission européenne - Change for Results EEIG (CHARE), Belgique
€ 33 329

Swedish Expert Group for Aid Studies (EBA), Suède € 33 120

Ministère suédois des affaires étrangères, Suède € 29 624

Commission européenne, Université Catholique de Louvain - CAERUS, Belgique € 27 209

Institute for Security Studies (ISS), Sénégal € 26 060

Saana Consulting, Royaume-Uni
€ 25 850

Ministère néerlandais des affaires étrangères, Pays-Bas € 23 487

Groupe ODYSSEE, Mali € 21 685

Commission européenne, délégation au Maroc, Maroc € 20 000

Centre technique pour la coopération rurale et agricole (CTA), Pays-Bas
€ 14 731

Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), Éthiopie
€ 13 774

Katholieke Universiteit Leuven (KU Leuven), Belgique € 9 000

Banque européenne d'investissement (BEI), Luxembourg € 7 494

Panteia, Pays-Bas € 6 330

Commission européenne, Belgique
€ 6 000

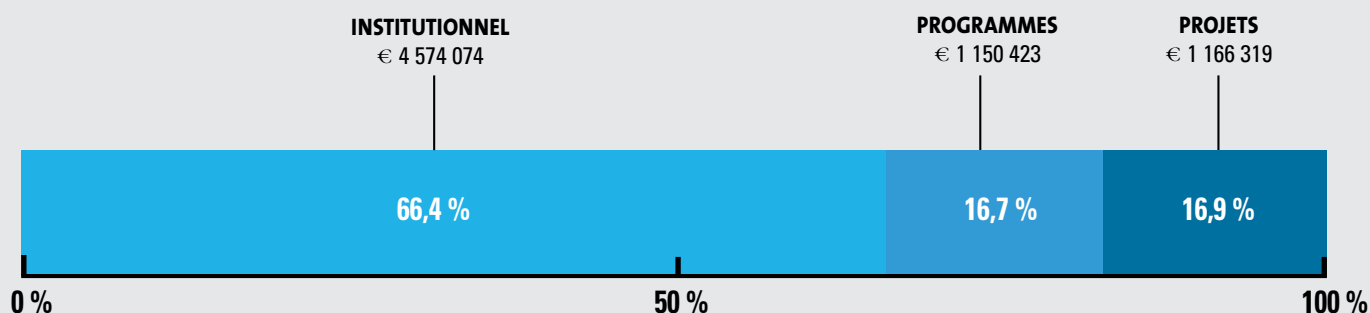
Partos, Pays-Bas € 4 974

Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), Gabon
€ 2 826

Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), Mali
€ 2 821

Autres sources de financement (< 2 500 EUR), Divers € 8 750

FINANCEMENT



BILAN CONSOLIDÉ

Après affectation des résultats 2016, au 31 décembre 2016

En milliers d'euros

		31-12-2016	31-12-2015
ACTIF			
I	Actif fixe		
1.1	Obligations	0	1 472
1.2	Participation aux fonds EDCS	13	12
	Total actif fixe	13	1 484
II	Actif fixe corporel	2 630	2 724
III	Valeurs réalisables à court terme		
3.1	Avances et acomptes	49	78
3.2	Sommes à recevoir	4	20
3.3	Débiteurs	1 195	911
3.4	Impôts	35	29
3.5	Caisse	5 773	4 442
	Total des valeurs réalisables à court terme	7 056	5 480
TOTAL ACTIF		9 699	9 688
PASSIF			
IV	Dettes à court terme		
4.1	Créanciers	86	134
4.2	Impôts, retraites et cotisation de sécurité sociale	228	154
4.3	Dettes courantes	1 017	1 290
	Total passif à court terme	1 331	1 578
V	Provisions	81	139
TOTAL PASSIF		1 411	1 717
FONDS PROPRES			
	Chiffre d'affaires		
	Résultat opérationnel net de l'exercice	3 347	3 213
	Fonds d'innovation	175	0
	Subvention du ministère néerlandais des affaires économiques pour logement	2 269	2 269
	Portefeuille d'obligations		
	Plus-value réalisée sur le portefeuille d'obligations	2 497	2 489
TOTAL FONDS PROPRES		8 288	7 971

COMPTE D'EXPLOITATION CONSOLIDÉ

En milliers d'euros

		Budget 2017	Résultats 2016	Budget 2016	Résultats 2015
INCOME					
I	Financements				
1.1	Financement institutionnel	4 175	4 574	4 500	4 382
1.2	Financement de programmes	460	1 151	1 285	1 248
1.3	Financement de projets	1 735	1 166	1 170	917
	Total financements	6 370	6 891	6 955	6 547
II	Recettes du portefeuille d'investissement				
2.1	Intérêt	p.m.	30	10	73
2.2	Recettes provenant de ventes d'obligations et	p.m.	-12	p.m.	-17
2.3	des fonds propres				
	Recettes provenant de la variation de la valeur	p.m.	0	p.m.	-34
	boursière des obligations et des fonds propres				
	Total result from investment portfolio	p.m.	18	10	22
TOTAL RECETTES		6 370	6 909	6 965	6 569
DÉPENSES					
III	Dépenses opérationnelles	825	913	913	952
IV	Frais administratifs et de personnel				
4.1	Salaires et autres frais de personnel	4 847	4 813	5 101	4 788
4.2	Dépenses immobilières	243	240	239	233
4.3	Frais généraux et administratifs	286	293	271	255
4.4	Petits investissements	7	5	9	6
4.5	Services d'information	180	198	185	177
4.6	Dépréciation	117	117	132	131
4.7	Divers	15	13	15	13
	Total frais administratifs et de personnel	5 695	5 679	5 952	5 604
TOTAL DÉPENSES		6 520	6 592	6 865	6 556
IMPRÉVUS		100	-	100	-
RÉSULTAT		-250	317	0	13
	<i>Résultat du portefeuille d'investissement</i>	p.m.	8	p.m.	12
	Résultat opérationnel	p.m.	309	p.m.	1
AFFECTATION DU RÉSULTAT					
	<i>Affectation au fonds de réserve général</i>	-250	142	0	13
	<i>Affectation au fonds d'innovation</i>	0	175	0	0
	Total affectation du résultat	-250	317	0	13

NOS RESSOURCES HUMAINES

NOS EFFECTIFS EN 2016 (EN FIN D'ANNÉE)



34

60 membres du personnel



26



45

à Maastricht,
Pays-Bas



15

à Bruxelles,
Belgique



5

Stagiaires



4

Young International
Professionals (YIPs)

15 15 juniors
dont



8

Consultants associés



61,2 ETP

en moyenne en 2016



23

Nationalités

algérienne, allemande, américaine, australienne, belge, béninoise, britannique, canadienne, costaricienne, croate, écossaise, espagnole, française, irlandaise, italienne, kenyane, néerlandaise, nigériane, ougandaise, sud-africaine, suisse, tunisienne, uruguayenne

NOTRE CONSEIL D'ADMINISTRATION EN 2016

Adebayo Olukoshi, président du conseil d'administration Directeur régional Afrique et Asie de l'Ouest de l'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale et ancien directeur de l'Institut africain de développement économique et de planification
Éthiopie

Koos Richelle, vice-président du conseil d'administration Président du comité consultatif néerlandais sur les affaires migratoires et ancien directeur général à la Commission européenne successivement à la DG AIDCO et la DG Développement puis à la DG EMPL (emploi, affaires sociales et inclusion)
Pays-Bas

Maria de Jesus Veiga Miranda Ambassadeur et ancienne vice-ministre des affaires étrangères du Cap-Vert
Cap-Vert

Ibrahim Mayaki Secrétaire exécutif du NEPAD et ancien premier ministre du Niger
Niger

Jean-Claude Boidin Ancien ambassadeur de l'UE et ancien chef d'unité à la DG Coopération internationale et développement (Commission européenne)
France

Betty Maina Secrétaire permanente aux affaires d'Afrique de l'Est au Kenya, ancienne directrice exécutive de l'association des fabricants du Kenya et membre du groupe de haut niveau (Nations unies) chargé de recommandations en vue du programme de développement pour l'après-2015
Kenya

Alan Hirsch Directeur de la Graduate School of Development Policy and Practice de l'Université du Cap
Afrique du Sud

Ruth Jacoby (entrée au conseil en 2016) Ex-directrice générale de la coopération au développement international (ministère suédois des affaires étrangères), ancienne ambassadeur de Suède en Italie et en Allemagne, ancienne membre de la task force des Nations unies pour le projet du millénaire, ancienne présidente du comité sur l'efficacité du développement (CODE) de la Banque mondiale
Suède

Lennart Wohlgemuth, président par intérim du conseil d'administration (quitté en 2016) Professeur invité à l'École d'études mondiales de l'Université de Göteborg
Suède

Nana Bema Kumi (quitté en 2016) Fondatrice et directrice de l'Institute of Diplomatic Practice and Development Policies
Ghana

Theo Jeurissen (quitté en 2016) Ancien directeur des investissements au Fonds de pension PMT
Pays-Bas

Conseiller honoraire auprès du conseil d'administration de l'ECDPM pour les affaires extérieures européennes :

Dieter Frisch Ancien directeur général du développement à la Commission européenne
Allemagne

NOTRE ÉQUIPE DE DIRECTION EN 2016

Ewald Wermuth Directeur
Pays-Bas

Geert Laporte Directeur adjoint
Belgique

Faten Aggad Responsable du programme
« Dynamique du changement en Afrique »
Algérie

James Mackie Chef d'unité LQS (Appui à
l'apprentissage et à la qualité)
Royaume-Uni

Andrew Sherriff Responsable du programme
« Renforcement de l'action extérieure de
l'Europe »
Royaume-Uni

Roland Lemmens Responsable des services
financiers et opérationnels
Pays-Bas

NOTRE GOUVERNANCE

Nous avons réexaminé en 2016 nos règles de gouvernance et élaboré un nouveau code définissant notre politique en matière de gouvernance, de supervision et de responsabilité. Cette politique, qui a fait l'objet de discussions avec les membres du personnel ainsi qu'avec le comité d'entreprise, et qui est en instance d'approbation par le conseil d'administration, devrait être publiée en 2017. Nous avons également nommé un second conseiller confidentiel pour les membres du personnel et instauré des dispositions visant le comportement inapproprié sur le lieu de travail et la protection des dénonciateurs. Aucun incident n'a été signalé à l'un ou l'autre de ces égards en 2016.

D'autres changements en termes de gouvernance concernant notre conseil d'administration. Avec l'introduction d'un nouveau plan d'investissement, le comité exécutif de notre conseil agira désormais également en qualité de comité d'investissement. Par ailleurs, toutes les questions relatives à la stratégie et aux programmes de l'ECDPM seront examinées à l'avenir par l'ensemble du conseil d'administration – un rôle assumé jusqu'ici par son comité des programmes qui, pour des raisons d'efficacité, cessera son activité.

Nous avons procédé à plusieurs changements au niveau de notre gestion opérationnelle. Quatre jeunes gestionnaires de programmes ont été engagés dans une perspective d'investissement dans notre future capacité de gestion. Nous avons entamé en fin d'année le recrutement d'un responsable des ressources humaines et d'un nouveau chef du département « Communication », lequel sera membre

de l'équipe de direction à partir de 2017 conformément aux recommandations formulées dans une évaluation externe de la précédente stratégie de l'ECDPM.

Les hommes restaient majoritaires en 2016 tant au sein du conseil d'administration qu'au sein de l'équipe de direction. Un meilleur équilibre hommes-femmes à ces deux niveaux, mais à celui de la direction surtout, figure parmi nos objectifs des prochaines années.

NOTRE COMITÉ D'ENTREPRISE

Institué en 2014, le comité d'entreprise représente le personnel sur toute une série de questions portant plus particulièrement sur la politique en matière de ressources humaines et de conditions d'emploi. Il a pris part en 2016 à un large éventail d'activités :

- la réalisation et l'analyse d'une enquête de satisfaction du personnel ;
- l'évaluation de nos conseillers confidentiels pour les membres du personnel ;
- l'élaboration d'une politique de protection des dénonciateurs ;
- la révision de notre politique en matière de déplacements ;
- la révision de notre manuel du personnel basé sur les compétences ;
- une série de questions relatives au personnel telles que la politique sur le site de nos deux bureaux et certaines modifications au niveau des modalités de congé.

Cinq membres du comité d'entreprise ont été (ré)élus début 2016. Deux membres ont quitté le conseil au cours du second semestre et ces postes vacants n'ont malheureusement pas été comblés, ce qui se traduit par une réduction de capacités au sein du comité. Le recrutement de nouveaux membres sera une priorité au cours de l'année à venir.

INVESTISSEMENT DANS NOS RESSOURCES HUMAINES

Les membres de notre personnel ont participé à toute une série de formations destinées à relever leur niveau de compétence et d'efficacité dans plusieurs domaines :

- les langues (français et néerlandais) ;
- la communication externe ;
- la conception web ;

- les TIC ;
- les statistiques ;
- la visualisation ;
- la gestion de projets ;
- la gestion des ressources humaines ;
- le leadership et le coaching ;
- la levée de fonds ;
- la sécurité des déplacements.

Des membres du personnel ont également suivi des formations destinées à élargir leurs connaissances thématiques en matière de sécurité alimentaire, de changement climatique ou de paix et de sécurité, entre autres.

Des responsabilités assez élevées leur étant confiées, les membres juniors de nos équipes en charge des programmes acquièrent rapidement une expérience pertinente. Ils accompagnent en outre des collègues plus expérimentés lors de missions sur le terrain, ce qui leur offre un apprentissage en prise directe particulièrement précieux.

CONGÉ DE MALADIE À L'ECDPM

Notre taux d'absence pour maladie a été de 2,8 % à peine en 2016 alors que ce taux s'établissait la même année, selon le Bureau central de la statistique (CBS), à 5 % dans le secteur des services non marchands aux Pays-Bas.

SÉCURITÉ EN NOS BUREAUX ET EN DÉPLACEMENT

Aucun incident ni accident n'est à signaler à l'ECDPM depuis plus de dix ans – et nous n'en sommes pas peu fiers. Résolus à ce que cela continue, nous avons mis en œuvre un certain nombre d'initiatives en 2016 :

- nos responsables des premiers secours ont participé à plusieurs sessions de formation ;
- tous les membres du personnel ont suivi une formation obligatoire visant à assurer la sécurité sur le lieu de travail et lors des déplacements ;
- étant donné que des membres de notre personnel voyagent souvent à destination de zones conflictogènes, nous avons instauré une nouvelle politique en matière de déplacements et procédons aux changements requis au niveau de notre système interne dans ce domaine ;
- nous avons sensibilisé davantage les membres du personnel à notre plan de sécurité interne.

DURABILITÉ

« Associées à notre transition progressive vers un éclairage éco-énergétique et réactif, ces dispositions ont permis de réduire nos coûts d'énergie et d'eau de quelque 14 % en 2016. »

L'ECDPM œuvre à l'amélioration des politiques internationales au profit d'un développement mondial durable. Mais cet effort visant à améliorer la qualité de vie sur notre planète doit commencer par nous-mêmes. Nous sommes conscients que la nature même de notre travail fait que l'ensemble de nos actions et activités ont nécessairement une incidence sur l'environnement. Nous avons la volonté de limiter celle-ci autant que possible en respectant les dispositions législatives et réglementaires ou en lançant nos propres initiatives.

MOINS DE CONSOMMATION, DAVANTAGE DE CONSERVATION

Nous surveillons étroitement notre empreinte carbone et nous efforçons de diminuer notre consommation d'énergie, d'économiser l'eau et de réduire les déchets. Nous avons évité 527 kg d'émissions de CO₂ en 2016 (soit une hausse de 12 % par rapport à 2015) et conservé 1 % de matières premières de plus que l'année précédente.

En dépit d'une progression de 1 % de notre tri sélectif, notre production totale de déchets est passée de 4 500 kg en 2015 à 5 000 en 2016 – une augmentation de 11 % qui s'explique par quatre années d'accumulation de déchets électroniques. Notre production de déchets devrait donc diminuer à nouveau en 2017.

Nos espaces sanitaires ont été équipés fin 2016 d'une gamme de produits respectueux de l'environnement : savon biologique, essuie-mains en coton recyclé et robinets à détection réduisant jusqu'à 80 % la consommation d'eau. Associées à notre transition progressive vers un éclairage éco-énergétique et réactif, ces dispositions ont permis de réduire nos coûts d'énergie et d'eau de quelque 14 % en 2016.

Enfin, nous avons découragé l'utilisation de papier, dont les achats ont chuté de 25 % par rapport à 2015.

DÉPLACEMENTS

Nous encourageons les transports publics, et le chemin de fer en particulier, pour minimiser l'empreinte de nos déplacements. La nature même de notre activité rend toutefois les voyages en avion impossibles à éviter : nous compensons donc l'empreinte laissée chaque année par nos déplacements en achetant des certificats verts. Nous réduisons en outre nos déplacements non seulement entre nos bureaux de Maastricht et de Bruxelles, mais également auprès de nos partenaires, grâce à une utilisation intelligente de la vidéoconférence.

APPROVISIONNEMENT DURABLE

Nous travaillons dans la mesure du possible avec des fournisseurs locaux. Notre politique d'achat insiste sur des produits et des services durables, et nous nous attachons à créer une chaîne d'approvisionnement plus responsable en recherchant des fournisseurs aussi engagés que l'ECDPM en termes d'approvisionnement durable – ce dont nous nous assurons en réclamant un certificat à cette fin lorsque nous établissons de nouveaux partenariats.

Conception et textes de Nina Thijssen assistée de Franz Rothe et Valeria Pintus.
Conception graphique de Yaseena Chiu-Van't Hoff. Mise en page de Robin van Hontem.

Nous remercions Michelle Luijben de son assistance éditoriale, Anne Bigwood de la traduction française, et tous les membres du personnel de l'ECDPM qui ont contribué au présent rapport.

CRÉDITS PHOTOS

Couverture : Réfugiés du Soudan du Sud en Ouganda, 2016. Photo d'Anouk Delafortrie / Union européenne / DG Echo, Flickr.

Page 1 : Siègle de l'ECDPM à Maastricht, Pays-Bas. Photo de Maurice Bastings, Maurice Bastings Photography.

Pages 2 & 3 : Siègle de l'ECDPM à Maastricht, Pays-Bas. Photo d'Ernst van Loon.

Pages 4 & 5 : Mineurs d'or à Galamsey, Ghana de l'Ouest. Photo d'Alfonso Medinilla, ECDPM.

Pages 6 & 7 : Faten Aggad (ECDPM) préside un panel sur la coopération entre l'UE, la Chine et l'Afrique, organisé par la Fondation Konrad Adenauer à Bruxelles, Belgique. Photo de la Fondation Konrad Adenauer.

Page 11 : Geert Laporte (ECDPM) présente les résultats du projet PERIA à la Commission de l'Union africaine à Addis-Abeba, Éthiopie. Photo de l'Union africaine.

Page 12 : Andrew Sherriff (ECDPM) en conversation avec des agriculteurs à Muzaffargarh District, Pakistan. Photo de Matthieu Zamecnik.

Page 14 : Greta Galeazzi et Alfonso Medinilla (ECDPM) avec des chercheurs du Groupe ODYSSEE au Mali. Photo du Groupe ODYSSEE.

Damien Helly (ECDPM) intervient à propos de la culture dans les relations extérieures et du développement de l'UE lors des journées européennes du développement 2016 à Bruxelles, Belgique. Photo de l'Union européenne.

Le commissaire européen Neven Mimica, l'ancien membre du Parlement européen Kathelijne Buitenweg et Ewald Wermuth, directeur de l'ECDPM, lors d'un débat public sur l'avenir de la coopération européenne au développement, tenu à La Haye, Pays-Bas. Photo de Nina Thijssen, ECDPM.

Page 17 : Manifestation « One Day Without Us » au Parliament Square à Londres, le 20 février 2017. Photo de Garry Knight, Flickr.

Page 18 : Volker Hauck (ECDPM) en conversation avec des étudiants lors d'une manifestation publique sur le processus électoral en RDC à Goma, République démocratique du Congo. Photo de Fernanda Faria, ECDPM.

Page 20 : Sophie Desmidt (ECDPM) et le major-général Francis Okello du département paix et sécurité de l'Union africaine discutent de questions en la matière à Addis-Abeba, Éthiopie. Photo de Volker Hauck, ECDPM.

Matthias Deneckere et Volker Hauck (ECDPM) avec le personnel d'EUCAP Somalie à Nairobi, Kenya. Photo : EUCAP Somalie.

Volker Hauck (ECDPM) participant à un séminaire politique organisé par la Mission de renforcement de capacités maritimes de l'UE en Somalie, la force navale de l'UE ATALANTA, la Mission d'assistance de l'ONU en Somalie (UMSOM), et le gouvernement somalien, Berbera, Somaliland. Photo de l'ECDPM.

Page 21 : Sophie Desmidt et Volker Hauck (ECDPM) présentent le rapport sur l'impact de l'APSA à la Commission de l'Union africaine à Addis-Abeba, Éthiopie. Photo de l'IPSS.

Pages 22 & 23 : Agriculteurs à Muzaffargarh District, Pakistan, Photo d'Andrew Sherriff, ECDPM.

Page 24 : San Bilal (ECDPM) s'exprime sur le développement et le commerce dans l'Agenda 2030 du développement durable lors des journées européennes du développement 2016 à Bruxelles, Belgique. Photo de l'Union européenne.

Page 26 : Kathleen van Hove (ECDPM) préside un panel sur l'aide pour le commerce lors des journées européennes du développement 2016 à Bruxelles, Belgique. Photo de l'Union européenne.

Page 29 : Cueilleurs de thé dans les plantations à Mulanja District, Malawi. Photo de Hanne Knaepen, ECDPM.

Page 30 : Faten Aggad (ECDPM) préside un panel sur la coopération entre l'UE, la Chine et l'Afrique, organisé par la Fondation Konrad Adenauer à Bruxelles, Belgique. Photo de la Fondation Konrad Adenauer.

Page 32 : George Mukundi de la Commission de l'Union africaine, Cédric de Coning d'ACCORD, et Michelle Ndiaye de l'IPSS lors d'une rencontre à La Haye, Pays-Bas, organisée par l'ECDPM, la Représentation spéciale des Pays-Bas auprès de l'Union africaine et la Dutch Knowledge Platform Security and Rule of Law. Photo de Steven Lanting.

Des femmes transportant de l'eau en Éthiopie. Collection Stockbyte, Thinkstock.

Pages 34 & 35 : Des villageois à Ouagadougou, Burkina Faso. Photo de Carmen Torres, ECDPM.

Page 36 : Hanne Knaepen (ECDPM) s'exprime sur le commerce du manioc entre la République démocratique du Congo et la Zambie au ministère de l'Agriculture à Kinshasa, République démocratique du Congo. Photo de Serge Sabi, Point focal PDDAA en RDC.

Page 38 : Bétail africain à cornes longues. Photo de hanoded, collection iStock, Thinkstock.

Carmen Torres et Rivaldo Kpadonou (ECDPM) avec Aziz Amoussa et Placide Zonata Tapsoba de l'Agence de promotion des investissements de Burkina Faso à Ouagadougou, Burkina Faso. Photo d'un chauffeur de taxi.

Page 39 : Horticulteur éthiopien récoltant des salades dans un potager en Éthiopie. Photo d'AGL Photography, collection iStock, Thinkstock.

Pages 40 & 41 : Fabien Tondel (ECDPM) visitant un supermarché à Ouagadougou, Burkina Faso. Photo de Carmen Torres, ECDPM.

Page 42 : Réunion d'équipe avec Anna Knoll, Kathleen van Hove et Philomena Apiko (ECDPM). Photo de Tanit Parada-Tur, ECDPM.

Asmita Parshotam s'exprime sur le brexit sur le journal de SABC. Photo prise d'une vidéo Youtube de SABC Digital News.

Page 45 : Ivan Kulis (ECDPM) facilite une session sur les communautés de pratiques lors des journées européennes du développement 2016 à Bruxelles, Belgique. Photo de Valeria Pintus, ECDPM.

Page 47 : Jeske van Seters (ECDPM) s'entretient avec Christian Jahn du Inclusive Business Action Network lors des journées européennes du développement 2017 à Bruxelles, Belgique. Photo de Nina Thijssen, ECDPM.

Photos des membres du personnel de l'ECDPM

Tanit Parada-Tur, ECDPM
Clem Silverman, ECDPM
Franz Rothe, ECDPM
Maurice Bastings, Maurice Bastings Photography

CONTACTEZ-NOUS

L'ECDPM a deux bureaux respectivement situés à Maastricht (Pays-Bas) et Bruxelles (Belgique). Nous serions très heureux que vous nous appeliez par téléphone, que vous nous adressiez un courriel (info@ecdpm.org) ou que vous preniez directement contact avec l'un ou l'autre membre de nos équipes : vous trouverez leurs coordonnées individuelles sur ecdpm.org/people.

Bureau de Maastricht (siège)
Onze Lieve Vrouweplein 21
6211 HE Maastricht (Pays-Bas)
+31 (0)43 3502900

Bureau de Bruxelles
Rue Archimède 5
1000 Bruxelles (Belgique)
+32 (0)2 2374310

facebook.com/ecdpm
twitter.com/ecdpm
linkedin.com/company/ecdpm

ecdpm

European Centre for Development
Policy Management

ecdpm.org